

peuple & culture

J a l e t t e s

s'engager UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 99 aujourd'hui : pour quoi, comment ?

DOSSIER

le jeu créateur de lien social

La Maison des Jeux de
Grenoble ou les conditions
d'une utilisation pertinente
du jeu dans la création
de lien social.

charte culture/ éducation populaire : continuons le combat

Signée récemment,
cette Charte constitue
un symbole important qui reste
à concrétiser.



MARC PATAUT

l'apport de
l'éducation populaire

SOMMAIRE

• DOSSIER

S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ?
l'apport de l'éducation populaire

Actualité de l'engagement 3-5

Catherine Bachellier

Conditions et exigences nouvelles
de l'engagement 6-7

Jean-Pierre Le Goff

Programme de l'Université d'été 8-9

Du côté de la lutte des femmes
Pouvoir, non-pouvoir et contre-pouvoir 10-11

Hedwige Peemans-Pouillet

Engagement et projet de vie 12-13

Jean-Paul Berthouze

REFLETS

Le jeu créateur de lien social 14-15

Mathieu Warin

Charte Culture/Éducation populaire :
continuons le combat 16-17

Cécil Guitart

BREVES 18

Union Peuple et Culture

• 108 rue Saint Maur • 75011

Paris • Tél. : 01 49 29 42 80 •

Fax : 01 43 57 62 42

• Mél : union@peuple-et-cul-

ture.org • Site web :

[http://www.peuple-et-](http://www.peuple-et-culture.org)

culture.org

La Lettre de Peuple et Culture,
numéro 21 tiré à 2 600 exem-
plaires • Directeur de la publi-
cation : Cécil Guitart •

Secrétariat de rédaction et

maquette : Catherine

Beaumont • Conseillère de la

rédaction : Corinne Baudelot •

Conception graphique : atelier

jeudi • Impression :

Autographe, Paris 20^{ème} •

ISSN : 1259-2331

Actualité de l'engagement

Quels sont les engagements de l'éducation populaire ? Comment cherche-t-elle à susciter l'engagement individuel et collectif ? Contribue-t-elle à une forme spécifique d'engagement qui serait la résistance culturelle ? Cette forme d'engagement est-elle génératrice de transformation sociale ?

Quelles sont les formes actuelles de l'engagement dans les différents pôles de la vie sociale : économie engagée, résistance culturelle, revendication syndicale, engagement politique, réseaux alternatifs et mouvements pédagogiques ?

Comment Peuple et Culture et l'éducation populaire se situent-ils par rapport à chacune ? Comment, concrètement, ces engagements peuvent-ils agir ensemble et faire évoluer la société ?

Telles sont les questions que nous vous invitons à venir creuser à l'Université d'été 1999 de Peuple et Culture. Pour vous y préparer et ouvrir la réflexion, *La Lettre* a réuni dans ce dossier quelques textes.

Université de Peuple et Culture cru 1999 a choisi comme thème : S'engager aujourd'hui : pour quoi, comment ?

Un thème apparemment facile dans un contexte comme celui de Peuple et Culture qui, comme chacun sait, a une solide base militante, une culture et un héritage forts dans ce domaine.

Mais dès que l'on creuse un peu le sujet, on s'aperçoit que ce n'est pas si simple. D'abord parce que derrière la problématique de l'engagement il y a un enjeu de taille qui est celui de la société démocratique. Pas de démocratie sans engagement des personnes pour ou contre des causes qui dépassent l'intérêt individuel. Pas de démocratie sans débat ni conflit structurants. Certains annoncent "la fin des militants", d'autres analysent des formes plus négociatrices ; une chose est sûre : les temps changent et des formes multiples coexistent. De l'engagement des intellectuels au 19^{ème} siècle aux formes actuelles "internetisées", en passant par le syndicalisme, la résistance etc., on ne s'y retrouve plus très bien.

Un rapide et superficiel tour d'horizon sur les formes de l'engagement aujourd'hui montre des réalités bien intéressantes et un peu effrayantes en même temps.

Les "intellectuels engagés" paraissent moins soucieux des causes à défendre que des "scoops médiatiques". La tâche des intellectuels ne peut pas se réduire à simplement accompagner de grandes campagnes médiatiques contre la misère. Les intellec- ● ● ●

Antigone :
«... Moi, je peux
dire "non" encore à
tout ce que je n'aime
pas et je suis seul juge.
Je suis là pour vous
dire non et pour
mourir. »

Antigone,
Jean Anouilh

...tuels doivent essayer de penser le monde. " (Alain Finkielkraut, *Télérama*, 16 juin 1999). Les nouveaux intellectuels engagés sont pris au piège des médias, ce qui correspond bien à notre société du spectacle. La "masse populaire", également, qui pratique "l'engagement - zapping", façon "Téléthon".

Et puis d'autres formes encore, comme l'engagement virtuel par le truchement de l'internet qui se révèle être un remarquable outil de diffusion et de débat à la base, mais qui pose un problème de taille, celui du dialogue (et des moyens de pression directs) avec les pouvoirs publics et la sphère politique. ATTAC se développe de façon remarquable à partir de l'internet, mais mobilise peu de personnes sur une manifestation physique classique, dans la rue, avec des slogans et des banderoles. Comment donc, passer de la diffusion d'informations, qui emporte l'adhésion de personnes, à une action capable d'infléchir les décisions politiques ?

D'une manière générale, même si les formes plus traditionnelles de l'engagement subsistent, on voit émerger des formes différentes. A côté d'un engagement collectif et global, selon le modèle issu du 19^{ème} siècle, l'engagement façon fin 20^{ème} siècle est plus individuel et ciblé. Les écologistes ou les "nouveaux ruraux" sont des exemples types de ce nouveau style.

La volonté d'agir sur la société passe par la conscience individuelle et s'exprime par une attention au monde, des gestes quotidiens qui correspondent à un choix de vie et qui ne vont pas forcément déboucher sur des

actions collectives. L'article de Jean-Paul Berthouze que publie *La Lettre* (voir pp. 12-13) situe bien le développement rural durable sur un "engagement - projet de vie personnel".

Mais si on pose l'engagement des personnes dans la transformation sociale, au-delà des intérêts individuels, comme un élément capital de la vie démocratique, l'essoufflement relatif des formes collectives traditionnelles de l'engagement soulève le problème crucial du débat démocratique. Il y a là un espace public, lieu de débats et de conflits, à réinventer, et on ne peut pas compter sur les médias classiques pour s'en faire l'écho. L'un de nos objectifs est donc de faire le point sur ce problème et d'essayer d'y voir un peu plus clair. Dans ce concert aux voix multiples, l'éducation populaire est une des voies de l'engagement. Elle a aussi, par nature, vocation à former les gens au débat démocratique. Elle est donc, parmi d'autres, une des formes d'expression de la volonté d'agir démocratiquement sur la société.

Nous aurons, au cours de l'Université, deux temps forts pour clarifier ces questions : une conférence de Jean-Pierre Rioux, historien, pour nous permettre de situer la place et le rôle de l'éducation populaire dans cet ensemble : d'où venons-nous ? où sommes-nous ? d'où parlons-nous ? qui sont les autres ? quelles sont les perspectives d'avenir ? les formes émergentes ? ; et une table ronde qui réunira différents témoins et acteurs issus ou non de l'éducation populaire autour de quelques questions : y a-t-il un lien entre votre engagement et l'éducation populaire ? l'éducation populaire a-t-elle été un déclencheur de l'action ? quels sont les engagements de l'éducation populaire ? et comment se situent-ils par rapport à d'autres - syndical, politique, etc ? sous quelles

formes, de quelle façon vivez-vous aujourd'hui votre engagement ? quelle ambition avez-vous pour votre action ? comment voyez-vous l'avenir ?

A côté de ces deux temps forts, l'Université étant un lieu de production d'un savoir partagé, nous vous proposons de vous saisir personnellement et collectivement de ce thème.

Nous avons fait une hypothèse de travail qui part du constat suivant. Le premier modèle de l'engagement est celui d'Antigone : le refus jusqu'à la mort. Celui qui apparaît aujourd'hui est peut-être plus porté vers l'action négociée. L'histoire, en particulier l'émergence des intellectuels engagés au 19^{ème} siècle, propose d'abord ce modèle : on s'engage pour une cause, contre un scandale, pour défendre une catégorie d'individus et obliger, par le biais de l'opinion publique, les politiques à changer, à modifier leurs décisions ou, plus modestement, pour améliorer la micro société à un niveau local. L'objectif à atteindre est ce qui motive l'action et la motivation s'éteint quand l'objectif est atteint. Notre hypothèse de travail est de dire que l'objectif est impossible à atteindre entièrement. On arrive à faire bouger les choses, on règle partiellement ou ponctuellement certains problèmes, mais on ne peut jamais dire : ça y est, nous avons éradiqué le racisme, par exemple, ou les acquis du féminisme sont définitifs. On voit bien, 50 ans après la fin de la seconde guerre mondiale, ce que vaut le "plus jamais ça" horrifié des gens qui ont découvert les camps. On ne s'engage que sur des utopies, sur une vision du monde qui ne sera jamais totalement réalisée ni, si elle se réalise, jamais définitivement acquise. Le féminisme en est un excellent exemple. Chaque génération doit se réapproprié à la fois l'objectif qui se dérobe, la leçon du passé, pour ne pas réinventer l'eau chaude et garder vive la conscience que la vigilance est nécessaire pour

ne pas revenir en arrière. On peut dire la même chose pour le racisme. L'engagement et la continuité de l'action sont capitaux pour maintenir la société dans une démarche de progrès. On n'a jamais fini de changer les mentalités.

Ensuite, la mondialisation n'est pas seulement économique et la volonté de faire évoluer la société ou les mentalités vers du "mieux" concerne aussi ce qui se passe ailleurs. Rêvons-nous d'une mondialisation de la subversion ? Il ne s'agit pas d'exporter un modèle unique, mais plutôt de rechercher quelle(s) forme(s) prend l'engagement dans des cultures différentes. Quelles sont les facilités ou les impossibilités d'agir selon les situations sociales ou politiques locales ?

Entre raison et conviction

Quels liens plus ou moins serrés existent entre les groupes actifs et les instances politiques ? Comment s'organisent les "corps intermédiaires" s'il y en a ? Et, surtout, comment souffler l'idée que chacun peut/doit/a le droit de prendre sa vie en main et d'agir sur la société pour qu'elle change même si ce n'est pas dans les usages collectifs ou politiques locaux ?

Il y a là tout un travail d'éducation à faire dont l'objectif final est bien d'aller vers le plus possible de débat démocratique.

Pour reprendre une citation de Michel Wieviorka extraite d'un livre collectif, *Raison et conviction, l'engagement*¹, qui aurait pu être le titre de notre Université d'été, l'objectif de notre action c'est "élever la capacité des individus à devenir des acteurs à part entière de leur propre existence". Qui peut mettre en œuvre un tel chantier, sinon l'éducation populaire ? Est-ce cela notre engagement à Peuple et Culture ? En tout cas c'est de cela qu'il sera question à l'Université.

Catherine Bachellier

1 - Textuel,
mars 1998.



Conditions et exigences nouvelles de l'engagement

Jean-Pierre Le Goff, sociologue et président du club Politique Autrement, dresse quelques pistes pour le renouveau de l'engagement.

* Derniers ouvrages parus : Mai 68, l'héritage impossible, La Découverte, 1998 ; La barbarie douce, La Découverte, 1999.

L'engagement ne se confond pas avec la révolte. Il implique une réflexion et une prise de position dans une situation historique déterminée pour une cause ou un mouvement que l'on estime juste. L'affaire Dreyfus, la guerre d'Espagne, la Résistance, le combat contre les guerres coloniales... constituent autant d'événements et d'engagements qui ont marqué le siècle.

Force est de constater que l'engagement n'est plus ce qu'il était. Cela n'implique pas la nostalgie mais l'exigence de lucidité sur la période historique bien particulière dans laquelle nous nous trouvons, afin d'envisager les conditions nouvelles de l'engagement aujourd'hui.

Une nouvelle donne historique

1 - Jean-Claude Guillebaud, Les années orphelines, Seuil, Paris 1978.

Au cours de ce siècle, l'anticonformisme, la révolte contre le moralisme et l'hypocrisie ont rencontré, à un moment donné, la critique sociale et politique. Nombre

d'artistes, écrivains, philosophes... se sont retrouvés aux côtés des mouvements et des partis qui entendaient renverser le capitalisme. La thématique révolutionnaire a pu ainsi rassembler sous son drapeau révolte existentielle, dénonciation éthique du "désordre établi" et perspectives politiques visant l'instauration d'un autre régime ou d'un autre type de société. Le communisme, dans la mesure où il prétendait pouvoir incarner la synthèse entre le mouvement social, la culture et la politique, a pu constituer un pôle d'attraction. Certains ont cru même faire porter à la politique l'ambition prométhéenne de "changer la vie", en tentant de réconcilier Marx et Rimbaud, ce qui, on en conviendra, n'a rien d'évident. Ces idées n'en ont pas moins marqué profondément le siècle.

Mai 68 constitue un tournant : il condense les principaux traits des révoltes et des engagements passés, en même temps qu'il fait surgir des aspirations nouvelles et fait entrer la société dans une nouvelle étape historique. C'est toute une représentation de l'histoire, qui se déployait en référence à une culture commune et selon une ligne de progrès dont la Révolution française constituait comme le

coup d'envoi initial, relayé le siècle suivant par le mouvement ouvrier, qui va finir par être en question.

La fin des années soixante-dix marque plus précisément le début des "années orphelines"¹ : les idées de révolution et de communisme, voire de socialisme, sont contestées au regard des réalités des régimes qui s'en réclament ; l'heure est alors à une relecture critique sous l'angle du totalitarisme. L'expérience de la gauche au pouvoir, le ralentissement de la croissance et le développement massif du chômage sont venus s'ajouter à ce qu'il faut bien considérer comme une sorte de grande désillusion.

Depuis Mai 68, le contexte culturel de la révolte a lui aussi changé. Nombre d'idées issues de Mai, qui ont joué un rôle émancipateur face au moralisme de l'époque, à la bureaucratie et aux pouvoirs sclérosés, se sont trouvées intégrées dans de nouveaux discours dominants et ont débouché sur un nouveau conformisme. Peut-on s'élever contre la "modernisation", "l'autonomie", la "convivialité", la "transparence"... que l'on retrouve dans nombre de discours et de pratiques manipulatoires ? Que faire

contre le cynisme branché des rhéteurs de la modernisation qui enferment le débat public dans la fausse alternative : nostalgie ringarde ou modernisme ?

Des exigences nouvelles

Les conditions de l'engagement ont donc profondément changé. Depuis la fin des années soixante-dix, les utopies et les grandes idéologies sont en crise et avec elles la référence à un "mouvement ouvrier". La révolte contre l'injustice et l'ordre établi, si elle est bien toujours présente, ne trouve plus à s'intégrer comme dans le passé dans une conception du monde et de l'histoire, impliquant un autre type de société. Cela n'invalide pas les actions et les luttes contre l'injustice, dans le domaine du travail, de l'exclusion, du logement ou de l'environnement... Mais ces luttes dans tel ou tel domaine particulier ne nous paraissent pas pour autant former un tout cohérent, porteur d'alternative à l'échelle de l'ensemble de la société.

Repenser l'engagement aujourd'hui implique précisément de prendre pleinement en compte cette situation : nombre de conceptions et de schémas anciens sont en crise, ils n'en finissent pas de se décomposer, sans qu'on aperçoive les signes d'un renouveau global qui redonne une consistance forte et durable à l'engagement. La

révolte contre les injustices sociales et l'oppression n'attend pas, mais si l'on veut aller au-delà de la révolte, cela implique des exigences nouvelles de reconstruction.

Les discours dominants se sont recomposés, de nouvelles idéologies voient le jour qui n'entrent pas forcément dans les schémas du passé. Il importe précisément de favoriser une analyse critique de ces idéologies et de la "barbarie douce" qui se multiplient dans les sociétés développées. Cette analyse doit pouvoir s'accompagner dans le même temps d'un travail de réappropriation critique de notre héritage culturel et d'une confrontation avec les nouveaux défis du présent (travail, école, formation, culture, environnement...), afin de pouvoir élaborer des réponses nouvelles.

Quelle éducation populaire ? quelle citoyenneté ?

C'est dans ce cadre que les idéaux premiers de l'éducation populaire peuvent retrouver une "seconde jeunesse". Mais encore s'agit-il de ne pas céder aux sirènes du modernisme et de la fuite en avant. Le langage est aujourd'hui envahi de clichés et de formules toutes faites qui ne sont jamais interrogés et s'intègrent au nouvel "air du temps". Dans la frénésie de communication et la confusion dans laquelle nous baignons, l'exigence de la

parole sensée et argumentée, qui sait prendre une distance et raison garder contre les conformismes, qu'ils soient de droite ou de gauche, est une impérieuse nécessité.

La "citoyenneté", actuellement tant invoquée, ne se confond pas avec l'expression de la subjectivité débridée et des bons sentiments. Elle demande plus que jamais d'être "éclairée" par une éthique de la discussion et une formation culturelle solide. C'est la condition pour sortir de la confusion ambiante et de toutes les formes de "politiquement correct", afin de pouvoir se forger, en toute connaissance de cause, son propre point de vue.

Le développement de formations culturelles de qualité est, à nos yeux, une des conditions du renouveau de l'engagement dans une situation marquée par nombre de désillusions et face à un monde en plein bouleversement. Partager le patrimoine culturel, développer l'esprit critique, former des élites populaires..., ces idéaux premiers de l'éducation populaire sont plus que jamais d'actualité, pourvu que nous sachions leur redonner un nouveau dynamisme face aux nouveaux conformismes et aux défis du présent. Libre alors aux individus de s'engager contre l'injustice, l'oppression, la xénophobie et le racisme... dans les associations, les syndicats et les partis qui leur conviennent.

Jean-Pierre Le Goff ■

Université d'été 99 Programme

jeudi 26/08		vendredi 27/08
9h		Ateliers
13h	Accueil	Déjeuner
15h30	Mise en bouche	Conférence
19h	Apéro Café-lecture	ATTAC
20h	Dîner	Dîner
21h	Mots engagés	Café-lecture

	samedi 28/08	dimanche 29/08
9h	Ateliers	Forum des engagements
13h	Déjeuner	Déjeuner
15h30	Table ronde	
19h	Université du citoyen	
20h	Dîner	
21h	Marc Pataut	

Mise en bouche Plénières

Première séance de l'Université d'été, ce temps est conçu comme une mise en route permettant une appropriation concrète et sensible du thème en sous-groupes à partir d'un support au choix parmi les suivants :

- > "Antigone" d'Anouilh, animation Andrée Durand
- > Témoignage d'engagement syndical par Charles Piaget
- > Documentaire sur l'engagement, animation Jean-Claude Lucien
- > Exposition sur le féminisme, animation Catherine Bachellier
- > Chants de lutte, "Motivés" du groupe Zebda, animation Yann Barrère
- > Musiques Rap, animation Manuel Boucher.

> Conférence :

L'engagement, d'hier à aujourd'hui, par Jean-Pierre Rioux, historien. Présentation des différentes formes d'engagement aujourd'hui en France (politique, intellectuel, syndical, société civile) et de leurs origines historiques.

> Table ronde : Quel apport de l'éducation populaire ?

Avec la participation d'Etienne Canale, Franck Lepage, René Monségur, Marc Pataut, du groupe ATTAC et du Collectif Culture, animation Cécil Guitart. L'éducation populaire est-elle un lieu spécifique pour s'engager ? Crée-t-elle les conditions de l'engagement ou amène-t-elle les personnes à prendre position ? Comment cela se concrétise-t-il ? Comment situer ces engagements par rapport à d'autres ?

Ateliers

Ils doivent permettre l'exploration, en sous-groupes, d'une ou plusieurs facettes de l'engagement dans l'objectif de produire un savoir collectif.

- > Mouvement social, revendication culturelle et éducation populaire : l'apport des sciences sociales • animation Jean-François Chosson
- > S'engager dans un réseau international : pourquoi, comment ? • animation Catherine Bachellier
- > Engagement : mouvement social et éducation populaire, l'exemple du Planning familial • animation Jean Gondonneau et Paulette Passet
- > Les tribus en quête de nouvelles utopies • animation à confirmer
- > S'engager contre les modèles dominants, l'exemple du réseau rural de Peuple et Culture • animation à confirmer
- > Insurrection culturelle • animation Manuel Boucher
- > Education et engagement • animation Ifad Paillade à partir d'une Université du Citoyen
- > Les mots de l'engagement • animation Majo Hansotte
- > Internet, un nouvel espace pour l'engagement ? • animation Pascal Denis et Marie-Laure Genton.

Soirées

➤ **Mots engagés : une soirée organisée par l'équipe de Peuple et Culture Puy-de-Dôme autour d'un recueil de textes sur l'engagement lus à haute voix.**

➤ **Café-lecture : les "Augustes", café-lecture de Clermont-Ferrand, se tiendra en continu pendant la durée de l'Université d'été : un espace pour lire, écouter de la littérature ou de la poésie, philosopher, palabrer... et boire un verre ! Au programme de la soirée "Café-lecture", un "patchwork textes/musiques (Théâtre des Guetteurs d'ombres, Mozaïc Quartet, Patricia Aucouturier) puis des lectures coquines avec Marieke De Bussac et Patricia Aucouturier...**

Marc Pataut

Marc Pataut, photographe, travaille à la lisière de l'art et de la politique. Il pratique "l'écoute photographique" pour saisir la parole et l'expression des groupes sociaux, des sans-domicile occupant le terrain du Stade de France aux lycéens d'Aulnay-sous-Bois en passant par les habitants du pays de Tulle.

Avec des images et des mots, il proposera tout au long de l'Université d'été quelques éclairages du travail qu'il mène avec Peuple et Culture Corrèze sur la notion de pays. Et un temps pour en débattre.

Flash expériences

Un temps pour rencontrer, questionner et échanger avec des réseaux qui s'engagent.

➤ **ATTAC** : l'Association pour Taxer les Transactions et pour l'Aide au Citoyen, collectif créé autour de journalistes du *Monde Diplomatique*, revendique l'imposition d'une taxe (dite taxe Tobin) sur les capitaux financiers pour une plus grande maîtrise des sommes concernées et un droit d'ingérence des peuples dans la sphère financière.

➤ **L'Université du Citoyen de la Paillade** : les Universités du Citoyen sont des lieux d'information, de formation à la prise de parole et à la construction de la pensée. L'objectif : renforcer le rôle citoyen de l'habitant dans la cité au moyen de "groupes de parole" et de confrontation à des experts et des décideurs.

Les petits plus

➤ **Cité des enfants** : les enfants de 5 à 12 ans seront pris en charge par des animateurs(trices) pendant toute la durée des travaux (soirées exceptées).

➤ **Des activités de loisir** liées à l'environnement local seront proposées tous les jours de 14h à 15h30.

Forum des engagements

Pour clore les journées et envisager des prolongements, un forum de mise en espace et en débat des engagements de Peuple et Culture et d'autres réseaux.

Y auront leurs "stands" :

Les acteurs du groupe "Insurrection culturelle"

➤ Agir contre le chômage (AC),

➤ la Campagne pour l'accueil et les protection des Algériens,

➤ le droit de vote des étrangers,

➤ les engagements économiques alternatifs,

➤ la Maison des Jeux de Grenoble sur jeux et citoyenneté,

➤ et toute autre proposition... !

Infos pratiques

Eurest, centre de vacances de la Mutuelle des tabacs et allumettes, "Le Guérinos" - 63590 Saint-Sauves d'Auvergne - tél : 04 73 81 00 31

➤ **Accès :**

• Par la route : de Paris, A10 et A71, sortie Riom ; de Lyon, A47 et A72, sortie Clermont-Ferrand ; puis N89 en direction de la Bourboule.

• Par le train : ligne Paris-le Mont Dore-Bordeaux, arrêt en gare de Laqueuille (à 2,5 km du centre d'hébergement).

➤ **Frais de participation :**

• Adhérents et salariés de Peuple et Culture : 600 F. (adultes) et 300 F. (enfants de moins de 12 ans)

• Autres : 900 F. (individuels) et 1200 F. (institutions, formation continue).

Du côté de la lutte des femmes

Lorsque les responsables du numéro présent de *La Lettre* ont relu leur sommaire, ils se sont aperçus qu'il manquait un point de vue sur le féminisme. Parler de l'engagement sans jamais évoquer ce pan entier du militantisme leur semblait - à juste titre - critiquable. Alors, tout simplement, ils se tournèrent vers moi, dont les trente et quelques années d'engagement féministe n'ont jamais faibli.

J'ai accepté ; le principe me semblant honnête. Je me suis donc retrouvée devant mon ordinateur à tripatailler maladroitement des mots qui, assemblés, perdaient toute vigueur et toute réalité. Il y était question de spécificité de l'engagement féministe et d'arguments pour parler de cette spécificité qui ressemblaient fort à un laborieux devoir scolaire sur le sujet. J'y évoquais l'évidence et la cohérence immédiate du combat féministe, l'invention de nouvelles modalités d'exercice de la démocratie, l'immensité des champs d'intervention, les formes ludiques et provocatrices du féminisme.

Tout ceci manquait d'enthousiasme et se révélait bien plat au regard de la vitalité du mouvement. J'ai donc abandonné l'idée d'écrire cet article et me suis plongée dans ma vieille bibliothèque où, sans difficulté, j'ai trouvé pléthore de textes que j'ai eu envie de faire connaître. Il a bien fallu choisir et je vous propose celui d'Hedwige Peemans-Poullet, paru dans les cahiers du GRIF en 1978... et d'une telle actualité !

Laure Tougard

Pouvoir, non-pouvoir, contre-pouvoir

Au début du mouvement des femmes, l'impression d'imminence provoquait une forme d'impatience, voire de paroxysme. Maintenant, nous devons installer nos quartiers d'hiver, faire le siège, être les plus résistantes, jouer de tous les atouts, de tous les arguments, de toutes les tactiques, sans nous laisser distraire, sans savoir d'avance où se fera la première brèche... Sans "nous y faire", sans accepter sans prévoir les échecs pour éviter de les admettre... Éviter surtout de devenir comme ces "nouveaux philosophes" qui perdent leur zèle avec leur naïveté. La force de notre combat est moins en nous-mêmes que dans la cause que nous défendons. La "récupération" que certaines craignent tant s'infilte plus par la porosité de notre scepticisme que par une quelconque manœuvre de l'"adversaire".

Un discours menace notre zèle, celui du "pouvoir". Quand nous réussissons une action, quand nous luttons pour que des femmes (pas n'importe lesquelles) soient admises, nommées, placées, quand nous nous efforçons d'obtenir justice devant les tribunaux ou ailleurs, il se lève une armée de reproches, menaces, chantages : "Vous voulez tout comme les

hommes détenir simplement le pouvoir ?

Lutter contre la phallocratie avec les moyens disponibles (évidemment ceux de la phallocratie), est-ce automatiquement devenir comme les hommes ? Vouloir le pouvoir ? Je ne pense pas. Ce discours culpabilisant provient tant des hommes que de certaines féministes. Il renvoie au non-pouvoir, qui est le socle même de l'assise de ce pouvoir que nous voulons voir disparaître. Lutter contre le pouvoir existant, c'est, j'espère, lutter contre l'existence du pouvoir. Mais la lutte est, elle aussi, une forme de pouvoir, dont le but n'est pas indifférent. Présenter le pouvoir comme un en-soi-maléfique est provisoirement une mystification favorable au statu quo. Pour nous, femmes, rien n'est plus désastreux que la situation actuelle. Nous luttons pour une société "sans sexes" et sans classes, c'est-à-dire sans pouvoirs des uns sur les autres. Même si nous échouons, il y aura un progrès par rapport à la situation actuelle.

Donner simplement le pouvoir aux femmes ne serait pas le contraire mais la même chose : que les opprimés accèdent au pouvoir est, de toute manière, une réalité d'un tout autre ordre.

Aussi, je renonce à scrutier ce concept de pouvoir, à nous laisser enfermer dans une nouvelle culpabilité qui nous serait réservée.

Nous n'acceptons pas davantage d'identifier la lutte féministe avec tel ou tel aspect du combat. Le féminisme n'est pas une cause gagnée, si l'avortement est libéralisé, si le viol est considéré comme un crime, etc. Pas plus qu'il n'est une cause perdue si les partis politiques profitent de notre mouvement pour glisser quelques femmes-fleurs aux crêtes de leurs listes électorales... Nous ne rêvons pas. Nous savons que notre pensée est révolutionnaire. Aucun parti, aucune institution ne peut assumer le "féminisme". Cependant, partout il se fera.

Faut-il se mettre à refuser ou à condamner tout ce qui n'est pas "pur", "radical", "authentique" ? Pourquoi aurions-nous ces exigences extraordinaires à propos de la lutte des femmes ? Je voudrais que nous rejetions aussi bien les formules qui nous engluent d'avance dans la fange de la médiocrité ("elles ne sont pas mieux que les hommes") que celles qui nous excluent du cours de l'histoire, en nous imposant un idylisme naïf.

Le problème n'est pas que nous soyons mieux ou moins bien que les hommes. Il ne s'agit pas de bien et de mal. Les femmes sont discriminées. Elles veulent sortir de cette situation. Elles en sortiront comme elles peuvent : ce ne sera pas une épopée avec des Messies et des Jeanne d'Arc. La religion, ce n'est pas notre style. Ce ne sera pas non plus une "belle

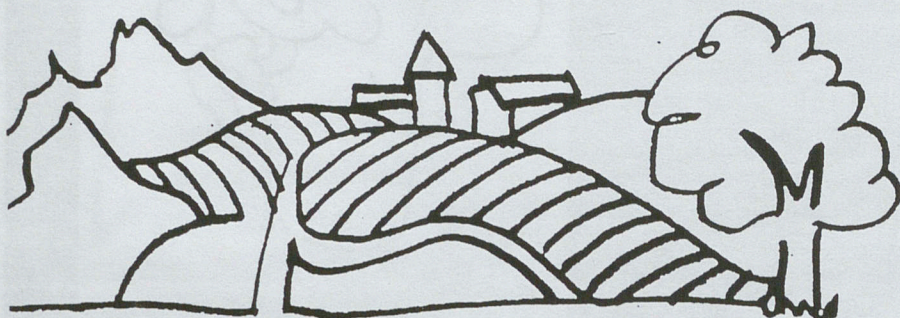
histoire" mais une histoire. A aucun moment, nous ne nous reposerons sur quelqu'un d'autre. Ce qui menace notre combat, c'est que nous cessions de combattre, que nous nous installions, que l'une d'entre nous se dise "bon, puisque tel parti, telle femme, telle organisation, telle institution assume l'affaire, je n'ai plus à m'en occuper". Il faudra être d'autant plus vigilantes, actives et critiques que d'autres se chargent de nos revendications. C'est au moment où nous avons obtenu gain de cause sur un point, que commence la lutte. Double lutte : l'une contre notre autosatisfaction, l'autre pour progresser. Le progrès se trouve au-delà. Nous n'avons pas à avoir peur des autres mais de nous-mêmes. Nous avons voulu changer la société. Elle change. Autrement que prévu ? Adaptions notre lutte (...).

Hedwige Peemans-Pouillet



"Le Grif dans la longue marche des femmes", Où en sont les féministes ?, Cahiers du Grif n° 23/24, Bruxelles, 1978, pp. 44-51.

Engagement et projet de vie



Tout projet de développement s'inscrit dans un cadre spécifique qui le rend non reproductible. Sa relation ne dépeint pas un modèle mais plutôt une référence du possible et, par là-même, un encouragement à affronter l'impossible.

Ce texte veut donc simplement rendre compte d'une expérience de développement dans une vallée de moyenne montagne du Haut Diois, dans la Drôme.

Dans les années 1970, le constat est ici celui de la fin de la société paysanne traditionnelle : 150 habitants en 1670, 3 en 1970. A cette date et aujourd'hui encore la commune compte 2 habitants au km². C'est le déclin ou quasiment. Peut-on faire revivre un désert ?

Deux conceptions du développement prévalaient alors et elles ont toujours court aujourd'hui. Celle des élus (globalement), des institutions officielles, des financeurs, qui consiste à favoriser l'implantation des

résidents secondaires, peu contraignants. La seconde conception, celle des deux ou trois habitants de l'époque consista et consiste à donner la priorité à des habitants permanents ayant les capacités et l'énergie pour croire au pays.

La difficulté de promouvoir ce type de développement durable, dans un contexte de territoire semi-désertique est bien sûr évidente : le pouvoir "politique" et celui de l'argent entrent dans une sorte de "conflit d'indifférence" avec ceux qui n'ont ni l'un ni l'autre (peu d'habitants = peu d'électeurs). Comment entrer en lutte pour le développement quand on a les mains et le porte-monnaie vides, que la seule richesse est celle de la beauté des paysages et de la passion du vivant ?

Si l'on jette un regard en arrière sur les actions menées, marquées de réussites et d'échecs mais toujours porteuses d'enseignements, il nous semble que quelques "qualités" (ou sentiments ?)

sont nécessaires pour ne pas faillir et défailir au cours du chemin. On peut les écrire en 4 mots : révolte, imagination, cohérence, persévérance.

La révolte est ce qui nous saisit en face du constat de la dépopulation, cette forme de manque à gagner pour une qualité de vie, dans un espace d'activités créatrices de sens. Le développement a toujours pour fondement un refus, celui de la fatalité trop manifestement programmée pour ne pas être dépassée.

Mais la révolte, ce "retournement" face au renoncement des autres ou de soi-même, doit déboucher sur un projet créatif qui transforme la révolte en imagination du possible. Comment amener des hommes et des femmes à vivre ici, à travailler, à partager. La maîtrise du foncier bâti et non bâti nous a paru être une des clés du développement local. C'est ainsi que nous avons créé une association pour permettre qu'une maison familiale de vacances et ses 80 Ha de terre redeviennent une ferme : deux couples purent alors s'installer sur des activités agricoles et d'accueil.

Une maison du hameau allait se vendre à un résident secondaire. En 15 jours, nous récoltions les fonds nécessaires pour créer une

*Ce choix de vie
a été pour
certains d'entre*

*nous
l'engagement,
dans des
réseaux de
protection de la
nature,
d'agriculture,
d'accueil...*

Société Civile Immobilière, avec l'aide de personnes faisant des apports de parts de 1000 F, remboursables au bout de 3 ans. Un couple s'installait dans la maison achetée par la SCI.

Une domaine montagnard, en amont de la vallée, comprenant 137 ha de terre et une ancienne ferme, était promis à un projet de chasse privée. Un Groupement Foncier Agricole fut monté avec l'aide de 550 personnes, et les 1200 parts de 500 Frs permirent l'acquisition du domaine, la création d'un statut M.S.A. et le maintien de la transhumance. Le bâtiment fut totalement et bénévolement rénové pour être transformé en gîte d'alpage.

Ces actions, menées sans aides publiques, ont été possibles parce que la ligne directrice du projet de développement de la vallée était la cohérence entre ces actions et notre choix de vie, ici et ailleurs.

Ici, parce que cette vallée isolée, où il faut se "supporter" à travers des objectifs économiques communs et cohérents est notre territoire d'existence, mais aussi ailleurs, car le handicap de l'isolement géographique implique des liens avec d'autres pratiques de développement, références solidaires et miroirs de nos propres luttes.

Ce choix de vie a été pour certains d'entre nous l'engagement dans des réseaux de protection de la nature, d'agriculture, d'accueil... L'éthique de la

fédération Accueil Paysan, sa conception du lien fondamental entre production agricole, accueil et environnement, nous ont beaucoup aidés à nous situer dans cette cohérence d'un mode de vie où une relative autonomie rend interdépendants les éléments constituant le vécu quotidien. Cette cohérence nous oblige à nous battre pour la réouverture de l'école dans la commune, pour le maintien de commerces, de services....

Enfin, pour que le projet de développement porte ses fruits, il faut la patience du temps, la persévérance. Elle est l'amie du développement, cette "tension vers" les utopies créatrices de vie.

Aujourd'hui notre hameau compte 18 habitants permanents, dont 9 enfants de 1 à 12 ans. Une nouvelle famille d'agriculteurs s'installe, la vie se poursuit dans la détermination de la vivre le mieux possible ensemble.

Vingt ans après la réouverture de l'école, le bilan est positif

au regard des actions menées dans la vallée mais il est pessimiste sur l'évolution de la commune. La population active diminue régulièrement, les résidents secondaires ont pris tous les pouvoirs communaux, pour une gestion "du désert" sans états d'âme. Cela pose le problème de fond d'un micro-développement porté par un petit groupe militant dans une éthique commune. Ce langage partagé ne l'est pas forcément par la population locale (commune, petite région) qui ne voit dans les projets et les actes que gesticulations, bruits et complications.

Par contre, loin d'ici, à travers tout le pays et au-delà des frontières, des hommes et des femmes, des associations, des structures diverses se reconnaissent dans ce type de développement. Il est la réalisation très concrète de rêves impossibles : être quelque part dans un lieu lointain les "co-propriétaires" d'une propriété diffuse, où aucun terrain n'est cadastré, mais où tout appartient à chacun. C'est un enracinement par la pensée, c'est une culture partagée du "lieu".

Enfin dans le regard des autres, proches ou lointains, c'est notre propre développement que nous lisons, en tant que paysans, en tant que citoyens responsables.

Le développement est échange, aller et retour dans la pratique du vivant. Il est construction permanente et solidaire.

Jean-Paul Berthouze 

* Membre
d'Accueil
Paysan.

Le jeu créateur de lien social



Créée en 1991, la Maison des Jeux (MdJ) de Grenoble continue l'exploration méthodique de l'univers ludique. L'association fait désormais figure de référence dans la connaissance des jeux traditionnels du monde et se trouve ainsi fréquemment appelée pour porter le plaisir de la découverte et de la pratique ludique dans les festivals ou les fêtes de quartiers et de villages. Mais elle entend bien ne pas s'enfermer dans un rôle de prestataire en animation jeux. Et ludologues, bénévoles et partenaires de la MdJ, d'élaborer ensemble différents projets pour tisser par le jeu des liens interculturels ou intergénérationnels, pour renforcer le lien social.

La reconnaissance d'un outil

En inscrivant l'action "Le jeu créateur de lien social" dans le nouveau Contrat de Ville, les élus grenoblois ont donné un signe fort de reconnaissance du travail entrepris par la Maison des Jeux sur les différents quartiers de la ville. Il faut dire que l'association conduit depuis des années des programmes de sensibilisation, d'animation ou de formation pour de nombreuses structures socio-

culturelles et éducatives de l'agglomération. La plupart s'appuyant aujourd'hui sur une même "culture ludique" et une même conception de l'outil jeu, on peut à présent multiplier les occasions de dialogue et d'échanges entre des publics trop souvent cloisonnés. Le "parler jeu" s'impose comme un sésame possible pour faciliter "l'être ensemble". Ainsi peut-on voir par exemple à Grenoble des animations où jeunes et adultes se retrouvent autour des jeux construits par l'atelier bois de l'ODTI (Office Départemental des Travailleurs Immigrés), des écoles où les plus grands fabriquent des plateaux de Royal d'Ur ou d'Awélé pour initier les plus petits, des MJC, Maisons de l'Enfance et Centres Sociaux qui se donnent rendez-vous tout au long de l'été pour des défis multi-jeux au cœur des quartiers... Constatant les effets positifs de ces expériences, le Contrat de Ville va procurer les moyens d'intensifier ce "brassage" des territoires et des publics autour du jeu.

À titre d'exemple, les habitants du quartier de l'Abbaye, véritable mosaïque culturelle colorée d'une importante présence gitane, pourraient prochainement commencer une recherche sur les jeux traditionnels des différentes communautés,

formidable prétexte pour valoriser les cultures d'origine et créer de nouvelles passerelles. Les jeux seraient répertoriés puis fabriqués en ateliers pour donner lieu à une grande animation de quartier. Le groupe de travail, organisé autour des équipements de proximité, pourrait faire appel au savoir-faire d'un musée grenoblois pour proposer en point d'orgue à son travail une exposition itinérante. Autre chantier, celui des groupes scolaires du quartier "sensible" de Villeneuve qui devraient partir à la découverte des jeux d'Afrique avec, à la clef, une grosse envie d'échange ludique avec des enfants africains. Là encore, la mise en route serait facilitée par le travail de sensibilisation mené depuis des années par la Maison des Jeux sur Villeneuve.

La Ville de Grenoble, le Conseil Général de l'Isère et le Conseil Régional Rhône-Alpes dès cette année, puis l'État, la Communauté de Communes et le FAS qui prendraient le train l'an prochain et en 2001, co-financeront ces actions dont la MdJ entend n'être que le catalyseur : il appartiendra aux structures partenaires et avant tout à la population des quartiers de se saisir du contenu final. Au-delà du Contrat de Ville, la Maison des Jeux continue d'expérimenter l'utilisation du

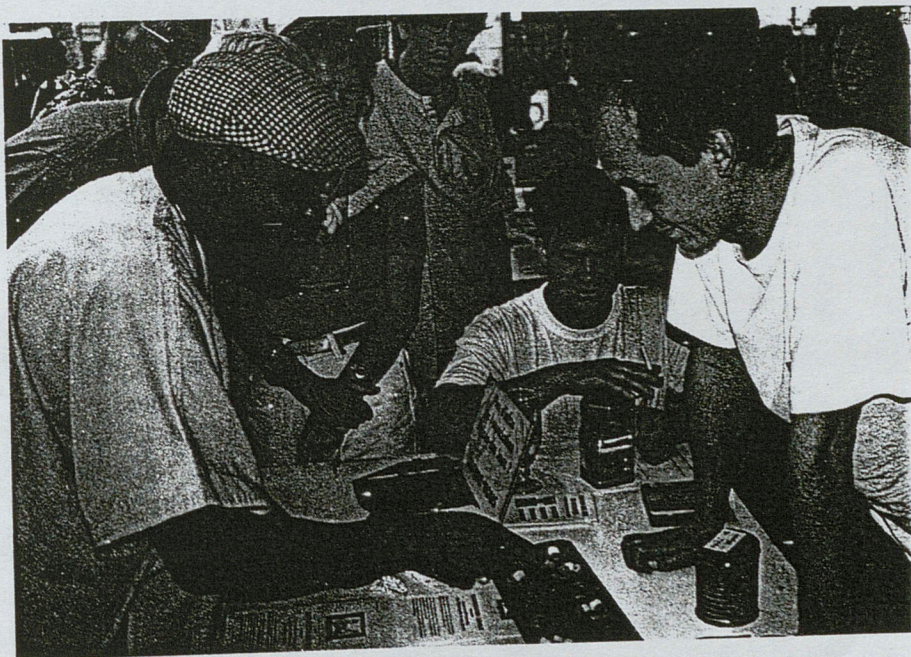
jeu auprès de différents publics. Considérant le jeu comme élément essentiel du développement de l'enfant, l'association souhaite ainsi voir la pratique ludique préconisée dans les prochains Contrats Éducatifs Locaux et Contrats Temps Libre. L'outil reste bien sûr à manier avec précaution et il ne s'agit pas de prétendre faire du jeu la solution à tous les maux, de l'échec scolaire aux problèmes de délinquance. Il faudra, ici comme ailleurs, veiller à travailler en étroite collaboration avec les professionnels concernés et faire en sorte de laisser émerger les attentes avant d'y répondre. Même prudence et même détermination pour le programme "Jeux d'anciens" qui vise à former le personnel soignant à l'utilisation du jeu en maison de retraite. Pour le mener à bien, la MdJ fera appel aux compétences du Centre Pluri-Disciplinaire de Gériatrie de Grenoble. Le tout public n'est pas oublié... Avec le week-end "Aux jeux, citoyens" les 18 et 19 septembre prochains, la Maison des Jeux et l'association grenobloise Zazimut envahiront les places du centre-ville avec des jeux traditionnels pour illustrer le thème "Patrimoine et citoyenneté" des Journées Nationales du Patrimoine 1999. L'occasion de rappeler que jouer ensemble suppose



Le réseau et le jeu

En de nombreuses occasions déjà, la Maison des Jeux de Grenoble a su faire profiter le réseau Peuple et Culture de ses compétences ludiques, que ce soit dans l'animation, les échanges internationaux, les formations d'animateurs ou le soutien apporté aux Brestois dans leurs projets autour des Jeux du Monde. L'association reste très à l'écoute des associations adhérentes ou affiliées pour initier des actions autour du jeu. N'hésitez pas à la solliciter, par exemple pour l'animation d'un temps fort : c'est à la fois la garantie d'un moment de plaisir et d'échanges et un excellent moyen de mobiliser des énergies sur un projet jeu d'envergure.

Maison des Jeux - 9, rue de la Poste - 38000 Grenoble - tél/fax 04 76 43 28 36.



de respecter ou de négocier des règles communes. N'est-ce pas là la base de la citoyenneté ?

Pour avoir consacré beaucoup d'énergie à sensibiliser les publics, les équipements et les partenaires institutionnels, la Maison des Jeux a aujourd'hui créé à Grenoble les conditions d'une utilisation pertinente du jeu dans la

création de lien social. Mieux, ce sont désormais les structures socio-culturelles rendues autonomes sur la connaissance et la maîtrise de l'outil qui portent et développent des actions autour du jeu dans les quartiers. Pari gagné ?

Mathieu Warin ■

Charte Culture/Education populaire

Continuons le combat !

Annoncée et attendue depuis longtemps, la Charte d'objectifs entre le ministère de la Culture et de la Communication et huit fédérations d'éducation populaire¹ vient d'être signée.

Une avancée historique importante avec un ministère qui nous a pendant longtemps ignorés mais, comme l'a précisé Cécil Guitart lors de la signature, un symbole qui reste à concrétiser.



Peuple et Culture, le manifeste de 1945, fondateur de notre mouvement, affirme que "nous devons rendre le peuple à la culture et la culture au peuple".

Autant dire que la culture ne se réduit pas, pour nous, à sa dimension artistique mais qu'elle englobe tout ce qui permet d'appréhender le monde, de s'y situer et d'y agir individuellement et collectivement.

C'est pourquoi, nous nous réjouissons de la signature de cette Charte dont nous partageons sans réserve le contenu.

Pourtant, dans le même temps, nous exprimons une inquiétude quant à son

application dans un partenariat réel entre nos associations et les institutions qui dessinent désormais le paysage culturel du pays. Nous nous réjouissons en effet, car comme vous, nous ne pouvons nous résoudre aux clivages actuels qui rejettent dans des camps différents les institutions culturelles et nos associations.

Force est de constater qu'il y a d'un côté, les institutions culturelles; de l'autre les associations d'éducation populaire, on pourrait ajouter ailleurs, les universités et l'école, avec le risque de plus en plus prévisible que la ferveur ne soit nulle part. Nous aimerions pouvoir mieux relier culture, éducation et l'ensemble de la population. Nous essayons au sein de Peuple et Culture de rendre plus faciles l'accès à la rationalité, qui conduit à la connaissance, et le développement de la sensibilité artistique, qui mène à la culture.

C'est notre manière de nous émanciper du "péché originel" de Malraux dans l'acte fondateur du ministère de la Culture opposant le "faire connaître" et le "faire aimer".

Cette Charte, nous voudrions qu'elle soit aussi utile. Nous sommes nombreux ici à avoir été éconduits par vos

administrations centrales et/ou déconcentrées à cause d'une image socioculturelle souvent dénigrée par les professionnels de la culture. Victimes, il faut le dire, à la fois d'une certaine arrogance et d'une méconnaissance de ce que nous sommes.

Pour aller vers un partenariat qui soit égalitaire, il faudrait consolider positivement l'image de nos associations...

Les Assises Nationales de la Vie Associative qui viennent de se dérouler (en présence du Premier ministre), nous ont laissé des espoirs qu'il ne faudrait pas décevoir.

Car il n'est pas pensable que nous puissions travailler ensemble efficacement, si nous sommes perçus seulement comme des quémandeurs de subventions ou, au mieux, des pourvoyeurs de public...

La Charte des missions de service public pour le spectacle vivant que vous venez d'adopter, recommande explicitement aux professionnels de la culture, la recherche d'un partenariat avec le secteur socio-éducatif. A cet égard, il faut saluer la cohérence de votre action. Cette recommandation, qui vise à remédier au déficit de légitimité sociale du système culturel constaté par vos services (Département des Études et de la Prospective)

¹ - Cemea, Cirasti, FNFR, FFMJC, Francas, Léo Lagrange, Peuple et Culture, Ligue de l'Enseignement.



nous interpelle aussi.

En effet, si en 40 ans, depuis la création du ministère de la Culture, les efforts financiers consentis par les pouvoirs publics (probablement plus de 1 500 milliards, collectivités et Etat confondus) ont permis d'équiper un millier de villes de 10 000 habitants, cet effort nécessaire n'aura pas été suffisant pour permettre un partage équitable des biens culturels auprès de l'ensemble de la population.

Il serait intéressant par ailleurs de faire une étude qui établirait la corrélation entre l'équipement de ces villes et l'indice de citoyenneté de leurs habitants (mesurable par le taux d'abstention aux élections et l'intensité des pratiques associatives...). Je crois que l'on aurait des surprises !

C'est ce déficit social et citoyen qui nous importe et que nous aimerions résorber avec vous. C'est dire combien cette Charte ne peut être qu'un début.

Alors, Madame la Ministre, ne boudons pas notre plaisir, et ensemble, si j'ose dire, "continuons le combat".

Cécil Guitart

Extraits de la Charte

La culture est au cœur du pacte républicain. Elle concourt à la formation du citoyen et contribue à l'épanouissement de chacun.

Conformément à cette exigence démocratique fondamentale, il est donc de la responsabilité du ministère de la Culture et de la Communication de mettre tout en œuvre pour étendre à l'ensemble de la population l'accès aux pratiques artistiques et culturelles et créer une réelle participation des citoyens à la vie culturelle de leur pays.

Dans cette perspective, le ministère de la Culture et de la Communication souhaite conjuguer ses efforts avec les mouvements d'éducation populaire qui ont développé des projets et des actions artistiques et culturels diversifiés, en lien étroit avec la population et plus particulièrement avec les jeunes.

Les mouvements et fédérations d'éducation populaire, présents sur l'ensemble du territoire, constituent un maillon important du développement culturel de par leur ancrage territorial et la diversité de leurs modes d'intervention.

Le rapprochement des institutions artistiques et culturelles et des réseaux de l'éducation populaire doit faciliter l'analyse commune des besoins, la rencontre entre pratiques amateurs et pratiques professionnelles, et de nouvelles démarches vers la population.

Les liens établis au début des années 90 ont jeté les bases d'une collaboration nationale qui s'est concrétisée selon des modalités diverses : organisation commune de séminaires et formations, soutien à des projets nationaux, professionnalisation du réseau culturel de chaque fédération, création de postes Fonjep Culture, dont un certain nombre sont aujourd'hui attribués à des responsables culturels régionaux.

Il s'agit maintenant, au plus près du terrain et des citoyens, de renforcer ce partenariat autour d'un axe majeur : le développement des pratiques artistiques et culturelles.

La présente Charte vise à énoncer les objectifs constitutifs des relations entre les partenaires désignés, étant bien entendu que la mise en œuvre de projets devra faire l'objet, au-delà des contractualisations au niveau national, d'applications négociées aux échelons territoriaux pertinents.

La présente Charte conforte le cadre de la signature des conventions bilatérales pluriannuelles entre le ministère de la Culture et de la Communication (Délégation au Développement et à l'Action Territoriale et directions de l'administration centrale) et chacune des fédérations signataires ainsi qu'entre les Directions régionales des affaires culturelles et ces mêmes fédérations.

(...)

Les associations signataires considèrent que :

- leur mission d'éducation populaire a pour objectif global de contribuer à l'avènement d'une société plus juste et solidaire ;
- l'accès à l'art et à la culture, y compris la culture scientifique et technique, est un droit fondamental qui contribue à la formation du citoyen et constitue donc un garant pour la démocratie ;
- la culture ne se réduit pas à sa dimension artistique mais englobe tout ce qui permet aux individus d'appréhender le monde et les rapports sociaux, d'y agir individuellement et collectivement et de se situer par rapport à une mémoire commune.

Ajkuk, petite grenouille

Ajkuk est l'histoire d'une petite grenouille, sortie de l'imagination du groupe de world music celto-berbère Tayfa. Cette fable quadrilingue, mise en images par le peintre marocain Saâd Benyahia, existe en trois versions : français, breton, arabe, berbère ; allemand, turc, kurde, serbo-croate ; espagnol, calo, berbère du Riff, catalan. Un conte, mais aussi une façon d'être attentif à la douleur des peuples minoritaires en attendant que les paroles de la petite grenouille, qui milite pour la compréhension entre les peuples et le dialogue des cultures, deviennent réalité... Une réalisation de Peuple et Culture 29 (02 98 00 82 54).

Passe l'Info

L'Ifad Nîmes de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon fête le 2 juillet ses dix ans. L'occasion de faire se rencontrer les différentes activités mises en œuvre (stages de formation, centre ressource multimédia, point info sur les services à domicile, ateliers artistiques et culturels...) et ceux qui les font vivre. L'occasion aussi de saluer la naissance du site web de l'Ifad et de Passe l'Info, un journal gratuit conçu avec et pour les personnes connaissant des difficultés sur le plan social et professionnel, et qui se fait largement l'écho des initiatives ouvertes par des associations locales dans le champ culturel.

"Artistes contre l'exclusion"

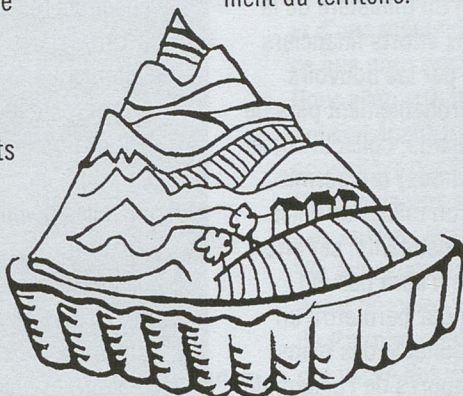
Ce programme mis en place par Les Pépinières Européennes pour jeunes artistes est ouvert aux jeunes artistes (18-25 ans) résidents de l'Union Européenne qui souhaitent s'investir dans un projet artistique à dimension sociale. Ils réalisent ce projet au sein d'un organisme d'accueil situé dans un autre pays que celui dans lequel ils résident, pendant 6 mois minimum. La participation à ce programme n'est pas subordonnée à la possession d'un diplôme artistique, et toutes les disciplines sont concernées. Renseignement : PEJA • Ariane Marchal • BP 13 78164 Marly le Roi cedex • T : 01 39 17 11 00 • F : 01 39 17 11 09 • email : amarchal.peja@wanadoo.fr

Rencontres de Relier

Les Rencontres annuelles du réseau RELIER se tiendront les 5 et 6 novembre, à Beaumont-les-Autels (28), accueillies par le "collectif Perche". On y parlera des "démarches et formes d'organisation collective pour la création d'activités" : témoignages, rencontre et débats avec les expériences des collègues du Perche. On fera le point sur les autres chantiers de RELIER : un Guide juridique et fiscal pour les candidats à l'installation, un Réseau national d'appui aux porteurs de projets, des projets d'étude... le jeudi soir, une soirée culturelle avec "Danse et rêve", et le vendredi soir, bal populaire.

Energies renouvelables

Le numéro 70 d'*Alternatives Rurales* vient de sortir sous le titre "Le soleil, l'eau, le vent...". Il fait d'abord un point sur l'actualité de ces questions, puis vous présente des témoignages pour mieux concevoir votre maison et votre quotidien. Le numéro 71, à paraître en septembre, étudiera les aspects liés au développement local et à l'aménagement du territoire.



La campagne en fête

Comme chaque automne, la Fête des Exploitants Ruraux : "Terre en vie : la campagne en fête" est organisée par les stagiaires d'ASFODEL le dimanche 5 septembre, à Darbres. Venez savourer avec nous le programme : "Les sens : perception de l'art, de l'artisanat et de la culture en milieu rural". Animations, démonstrations, conférence ("Le lien en milieu rural entre la culture et le monde agricole"), débats avec la participation d'Ardèche Image, toutes les formes d'expression sont envisagées et invitées : littérature, théâtre, musique, arts plastiques, chant et art culinaire...

DOSSIER

**nouvelles
technologies
et éducation populaire :
quels
enjeux ?**

HAMID SAADIA



SOMMAIRE

DOSSIER

Nouvelles technologies et éducation populaire :
quels enjeux ?

De quoi je me maïlle 3-5

Jean-Christophe Boyer

Internet, pour se réapproprier le monde 6-8

Laurent Jesover

Internet : une chance pour l'Afrique ? 9-11

Abou Moussa Ndongo

Résister... toujours, à l'impérialisme
quel qu'il soit : Linux, une alternative ? 12-13

Georges-Henri Portefait

L'éduc pop a un problème avec Internet. 14-15

Claude Dutheil

Communiquer, c'est moins grave
que si c'était pire. 16

Etienne Canale

Investir la planète Internet : l'exemple
de la Ligue de l'Enseignement 17-18

Denis Leblond

le réseau Peuple et Culture sur Internet

- Union Peuple et Culture : union@peuple-et-culture.org • www.peuple-et-culture.org
- Peuple et Culture Corrèze : Peupleetculture.correze@wanadoo.fr
- Peuple et Culture Languedoc-Roussillon : peclr@wanadoo.fr
- Peuple et Culture Puy-de-Dôme : pec63@aol.com
- Peuple et Culture Rhône-Alpes : Gerard.Chagniel@wanadoo.fr
- Asfodel : asfodel@club-internet.fr
- Crefad : crefanet@nat.fr
- Ifad Ganges : ifad.g@wanadoo.fr
- Ifad Institut : ifadinst@wanadoo.fr
- Ifad Nîmes : ifad30@wanadoo.fr • www.perso.wanadoo.fr/ifadnimes
- Ifad Paillade : pecifadp@mnet.fr
- Ifad Lodève-Gignac : ifadl@wanadoo.fr
- APP Centre ville :
- APP Lodève : app.lod@wanadoo.fr
- APP Paillade : app.montpellierpaillade@wanadoo.fr • www.perso.wanadoo.fr/app.paillade
- Oxalis : jlchant@club-internet.fr
- Relier : anneparlange@europost.org

De quoi je me maile

" - Allo, Catherine, Jean-Christophe à l'appareil, tu as bien reçu mon article par mail ?

Oui, mais je ne peux pas lire ton fichier attaché, j'ai des problèmes avec mon "provaïdeur"...

- J'essaie de te le renvoyer. Si ça ne marche pas, je te le faxe !"

Cet extrait d'une conversation banale entre deux internautes offre de nombreux arguments anti-web à toute personne réfractaire aux nouvelles technologies. Une raison de plus pour ne pas essayer de comprendre un engouement qui dépasse pourtant largement le simple effet de mode. Nous avons voulu dans ce dossier de *La Lettre* faire le point sur quelques-uns des débats que suscite Internet et vous donner un aperçu des utilisations actuelles et futures de ce nouveau mode de communication dans le monde associatif. De quoi vous connecter en toute connaissance de cause au tout nouveau site de Peuple et Culture (<http://www.peuple-et-culture.org>).

Lnjeu idéologique, technologique... et commercial. Enjeu idéologique, le web est un générateur de débats incessants¹.

Outil technologique, il est victime d'agressions extérieures (virus informatiques, hackers²). C'est également et même majoritairement un produit commercial. Faut-il s'en réjouir ? Certainement pas. Soutiré à des militaires par des étudiants américains, il se retrouve aujourd'hui entre les mains de militaires d'un autre genre ; ceux des guerres électroniques et commerciales. A l'origine tourné vers l'utilisateur, il est aujourd'hui récupéré par les vendeurs. Un moyen de plus pour faire fonctionner à plein régime les marchés financiers.

Des interrogations qui engagent l'avenir

Comme tout phénomène porteur de nouvelles pratiques, de nouveaux comportements, le web véhicule les espérances d'une population entièrement acquise à sa cause. Il draine avec autant d'énergie un nombre important de détracteurs.

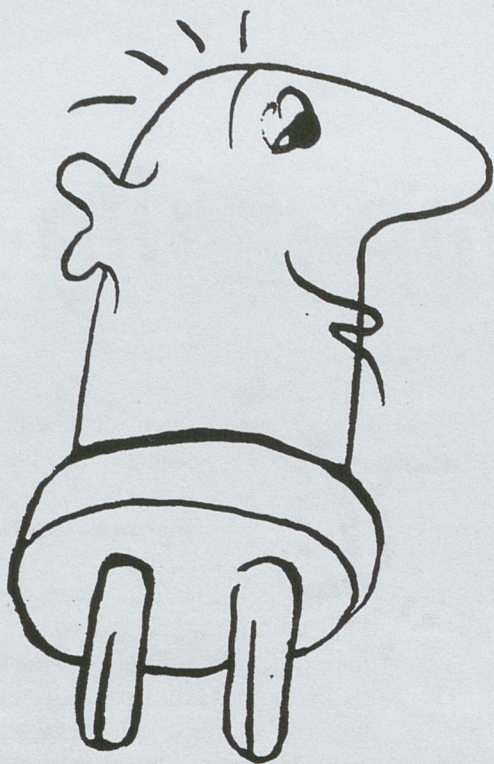
L'utilisation du réseau a-t-elle évolué dans le sens des hommes ? Sert-elle aujourd'hui la communication et l'information au profit du plus grand nombre ? Le web n'est-il pas récupéré par les grands secteurs marchands pour accumuler plus de profits ? Les internautes ne sont-ils pas embarqués dans une spirale qui les amène à naviguer pour mieux naviguer ?

Autant de questions auxquelles nous nous devons d'apporter des réponses concrètes. Elles façonneront notre mode de vie électronique de demain et établiront la distance raisonnable que nous devons maintenir entre le tout web et une utilisation plus rai- ●●●

1 - Voir articles pp. 14, 15 et 16.

2 - Ce sont des "Arsène Lupin"

électroniques dont le "jeu" favori se résume à la pénétration des forteresses informatiques réputées inviolables.



... sonnable.

Les freins sont donc idéologiques mais également technologiques. Il ne s'agit pas de se voiler la face. L'accès à Internet est tout sauf démocratisé ; la navigation sur le web ne se heurte pas au seul franchissement de la barrière psychologique. Le candidat internaute va devoir apprendre un minimum d'anglais et dompter l'outil informatique. Enfin, et ce n'est pas le moindre des freins, surfer n'est pas gratuit³ ; les ordinateurs ne sont pas présents dans toutes les maisons⁴.

On se prend à souhaiter (rêver de) la création d'un service public d'accès aux technologies de l'information et de la communication.

Un catalyseur de notre ouverture d'esprit et de notre soif de connaissance

On prête au web toutes les possibilités documentaires, plus savoureuses les unes que les autres. Est-il pour autant nécessaire de pouvoir aller consulter la bibliothèque du Congrès ou de visiter les musées du monde entier ? Il faut aujourd'hui se creuser un peu la tête pour convaincre notre entourage d'aller se "rézoter". L'argument massue du web s'appelle la transmission du savoir sous toutes ses formes, de toutes les cultures sous

toutes leurs formes d'expression. Attention, le web n'est pas une encyclopédie documentaire ! On trouve sur Internet tout ce que les internautes ont bien voulu y introduire. Il est donc important que la logique de toute personne naviguant sur le réseau l'amène à dépasser le stade de la recherche d'informations pour passer à celui de la diffusion d'informations complémentaires ou totalement nouvelles.

Lieu de toutes les libertés, de tous les bons sentiments, mais aussi...

Nombreux sont les utilisateurs réguliers à défendre la philosophie, le code de conduite de l'internaute et son altruisme. Là on nous parle d'éthique du réseau, de démarche citoyenne. Autant de volontés méritoires qui ont tendance à sombrer dans les méandres de ce qui est devenu "le grand marché du web".

Un des symboles majeurs de la passation de pouvoirs entre l'individu, le groupe et les entreprises est la sécurité de transmission des données. Une aberration de la prise de pouvoir du secteur marchand dans l'espace libre d'internet.

Sécuriser, oui, mais pour qui, pourquoi ?

Au sein de l'entreprise, le web prend un essor que les différents services compétents ont du mal à suivre, à encadrer.

De qui, de quoi les entreprises doivent-elles avoir peur ? Les pays qui limitent l'accès à l'internet ont-ils des chances d'aboutir dans leurs démarches ? Sommes-nous surveillés par un "big brother" qui lit tous nos mails ?

Se protéger : de qui, de quoi ?

Les virus sont encore les principaux fléaux visés par les politiques de sécurisation du réseau ; suivent les intrusions non autorisées.

Mais est-on obligé de diffuser par le web des données confidentielles ?

Aucun système ne peut empêcher une quelconque volonté de nuire. La plus sûre façon de protéger les données confidentielles d'une entreprise est de ne pas les mettre en

3 - Le coût minimum d'une connexion au web est de 7,50 F/heure, prix facturé par France Télécom.

4 - Le ministère de la Culture et certains "mécènes" privés se penchent sur cette question en favorisant l'ouverture d'espaces publics disposant de l'accès à Internet (voir encadré p. 13).
A suivre...

ligne. Par ailleurs, dans ce débat, il ne faut pas négliger la place que prend la paranoïa sécuritaire car quelles sont les données confidentielles d'une entreprise ? Dans le cadre de l'espionnage industriel par exemple, l'internet n'est qu'un moyen de plus pour obtenir des informations. Il complète une mallette d'outils bien remplie. Un pourcentage très faible de la totalité des informations est réellement à sécuriser, alors pas de panique ! Le web est un espace ouvert et le restera.

Les dictatures et le web

Dans certains pays (la liste est toujours la même ; nul besoin d'effort d'imagination), les pouvoirs en place ont imaginé des systèmes destinés à limiter l'accès à Internet⁵. Les deux principaux sites victimes systématiques de ces interdictions sont les sites Human Rights Watch et Amnesty International.

Au-delà de l'aspect "limitation de l'accès", ces pays peuvent opérer d'une manière plus fine ; celle qui les amène à repérer les adresses des internautes venant se connecter sur ces même sites. Cette surveillance leur permet de dresser des listes électroniques de personnes dites "subversives".

Le courrier électronique n'échappe pas à cette surveillance. Ne nous leurrions pas, les logiciels en place aujourd'hui⁶ permettent de repérer des noms, des expressions déclarées "sensibles" par une dictature, par une direction générale d'entreprise.

Heureusement, des solutions existent pour contourner ces barrages. Le cryptage des liaisons est le moyen le plus évident, mais la lourdeur de sa procédure réserve ce système à la sécurisation de données très confidentielles.

Concernant les sites interdits, le moyen le plus sûr pour eux d'échapper à la censure est de changer périodiquement l'adresse électronique de leurs sites.

Dans les pays où la liberté de surfer est faible, il est possible d'employer des relais d'anonymat qui fournissent un écran entre la censure et les visites de sites souhaitées.

Enfin, notre unique chance de ne pas subir le contrôle de "big brother" sur nos "mails" est de revenir à des méthodes utilisées autrefois à la radio : écrire des messages en utilisant des codes : "Les sanglots longs des violons...".

Quel est le véritable statut du web aujourd'hui ?

Le passage de l'utilisation pour des besoins personnels de communication à des besoins professionnels de production modifie fortement le contexte du développement du web.

On a trop facilement tendance à mettre en avant les capacités documentaires du web avant de mettre en avant ses capacités communicationnelles. Le premier réflexe dans le cas de l'utilisation d'Internet est de voir ce que l'on peut en tirer alors que, très vite, il faut se placer dans la position d'un contributeur.

La logique de communication et d'échange de savoirs doit l'emporter, comme dans chaque domaine de la communication⁷, que ce soit par la parole échangée, les livres, les médias...

Internet ne doit pas être un élément de cohabitation entre deux pratiques culturelles opposées mais le résultat d'une réflexion approfondie réalisée par chacun d'entre nous sur ce que le web peut lui apporter et comment nous pouvons contribuer à l'épanouissement du collectif.

Jean-Christophe Boyer ■

5 - Le Monde interactif, 30 juin 1999.

6 - Les moteurs de recherche sont la base de ce type de surveillance. Ils sont

capables de repérer rapidement un mot, une expression dans des milliers de sites.

7 - Voir l'article écrit par Etienne Canale, p. 16.

Internet, pour se réapproprier le monde



L'association ATTAC est directement liée à Internet depuis sa création en juin 1998.

Le travail autour d'ATTAC avait même commencé électroniquement alors même que l'association n'existait pas encore. Petite histoire d'un "mariage" réussi.

Internet pour ATTAC représente deux médias bien distincts : le site et les listes électroniques. L'un et l'autre sont très développés et sont très intégrés dans le travail et la vie de l'association. Ils sont cependant différents par nature et donc dans la manière dont nous les utilisons. Ils concourent cependant à la fois à la diffusion de nos idées et à la mise en forme de celles-ci.

Le site (<http://attac.org/>) représente en chiffres environ 3 000 pages et reçoit par mois 300 000 connexions de 70 pays différents en moyenne. Il y a de 5 à 10 pages nouvelles par semaine. Le site est connu comme un moyen d'information, que ce soit pour les membres d'ATTAC ou pour toute personne intéressée par les sujets qui préoccupent l'association, le but avoué étant d'en faire un

"centre de contre-expertise" sur la mondialisation telle qu'elle est dans le monde. Ainsi le site n'est pas seulement une vitrine du travail de l'association. Nous y publions aussi des documents émanant d'autres sources qui présentent un intérêt par rapport à nos thèmes de travail.

Le site est organisé autour de portails d'accès (les premières pages) qui permettent au visiteur de choisir d'abord le pays dans lequel ATTAC est implanté, d'accéder directement à des sections précises (journal, calendrier, téléchargement de documents essentiels, etc.) ou d'entrer dans les sites des associations partenaires d'ATTAC. Il propose aussi un moteur de recherche en mode texte dès la première page qui inventorie tous les documents, ceux du site, bien entendu, mais aussi ceux des sites partenaires d'ATTAC et les archives de la liste de discussion francophone. Enfin, il est traduit en sept langues (vers ou depuis ces langues) en fonction des documents.

L'une des particularités de l'organisation générale du site est d'être construit autour de sources d'information et non uniquement autour de thèmes. Ainsi il permet au visiteur de choisir le type de

source qu'il souhaite avant d'accéder aux documents : listes de discussion, association, conseil scientifique, groupe international, groupes locaux, Internet. Il permet donc à tout collègue de membres ou de sympathisants d'avoir un accès à la diffusion par le biais du site sans passer par une politique éditoriale "verticale" dont la ligne serait fixée par avance par telle instance précise et univoque de l'association.

Une organisation basée sur l'éducation populaire

Ceci correspond tout à fait à l'esprit de l'association, mouvement citoyen qui veut faire un travail d'éducation populaire mais qui estime aussi que la participation de tous à la maîtrise de l'information, et donc à sa création, est essentielle. La qualité des documents sur tel ou tel sujet ne dépend cependant pas de leur source. Leur publication laisse le visiteur choisir la pertinence de leur diffusion en fonction de critères de choix qui lui appartiennent. Les listes de discussion, en particulier, permettent une publicité autour des nouvelles publications, mais donnent aussi aux documents leur

Les Forel, listes de discussion thématiques

valeur d'usage en fonction du relais qu'ils reçoivent naturellement.

Les listes électroniques sont nombreuses, existent en cinq langues et réunissent entre 10 000 et 12 000 personnes : environ une centaine de messages s'échangent chaque jour sur l'ensemble du réseau. Elles participent de la création de l'information, de sa diffusion mais aussi de l'organisation de l'association.

Les listes de discussion (<http://attac.org/indexlistes.htm>) sont ouvertes à tous, adhérents ou sympathisants de l'association, et sont le lieu privilégié de la mise au point de documents d'information ainsi que de la diffusion large d'informations. Chaque utilisateur est libre d'y publier ce qu'il désire en fonction de ses critères propres. La régulation se fait alors par le collège des utilisateurs qui reprend, ou non, tel ou tel sujet de discussion. Les listes de discussion sont organisées autour des langues utilisées et non en fonction d'autres critères : il existe une liste en allemand, une en anglais, une en espagnol, une en français et une en portugais.

Le nombre des échanges peut être assez important suivant les jours et les thèmes de discussion mais il permet aux personnes disponibles et intéressées par la mise au point de l'information ainsi que par la recherche de documents de participer activement, quasiment chaque

Elles sont créées, animées et coordonnées par des volontaires dans le but de mettre au point un document de synthèse à l'issue de cette période. Ce document est alors diffusé dans les réseaux électroniques d'ATTAC par le biais d'une publication sur le site. Un Forel peut n'être qu'un premier pas à l'intérieur d'un sujet, un premier état des lieux. Un autre serait alors organisé plus tard qui aurait comme base de "culture commune" la synthèse réalisée. Ceci a été imaginé afin de progresser ensemble dans la réflexion.

Les Forel peuvent être organisés par tout collège représentatif : une liste de discussion, un groupe de travail, des associations membres d'ATTAC. Ils sont

ouverts à tous. Ainsi pour celui sur l'eau ou sur l'Afrique, nous avons pu réunir, autour de l'invitation de la liste de discussion francophone, pour le premier, et de deux associations membres d'ATTAC - l'AFEI et Les Pénélopes -, pour le second, plusieurs centaines de personnes de quelques dizaines de pays différents. Ils permettent, par leur durée limitée, l'implication de personnes qui ne sont pas tout le temps disponibles : des scientifiques, des universitaires, des professionnels mais aussi des personnes intéressées par ce sujet précis.

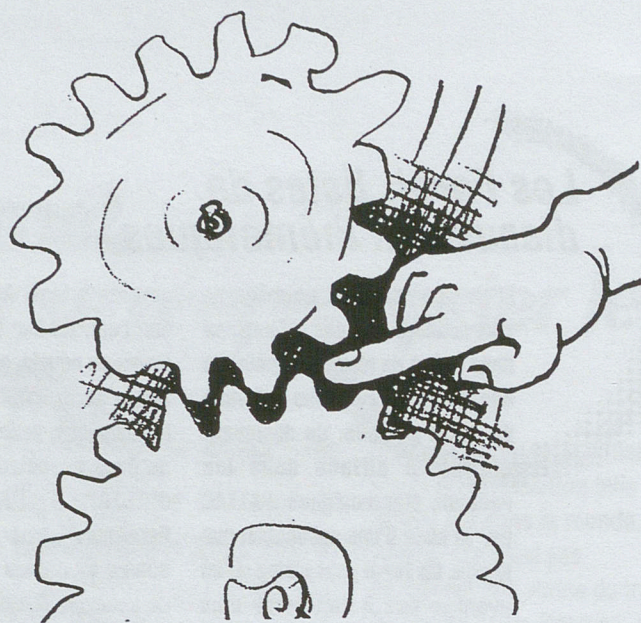
Leur but clairement établi est la mise au point d'une information originale dont ATTAC se servira par la suite.

jour, au travail de l'association. Afin d'éviter la confusion nous avons aussi choisi de créer des types spéciaux de listes de discussion, les Forel, listes de discussion thématiques qui durent cinq semaines (voir encadré ci-contre).

Les listes de travail, quant à elles, servent à l'échange interne. En effet, à la différence des listes de discussion, l'inscription à ces listes passe obligatoirement par l'appartenance à un groupe constitué à l'intérieur de l'association. Elles permettent d'échanger et de diffuser des informations à l'intérieur d'un groupe dont les préoccupations et le travail sont exactement les mêmes. Le conseil d'administration, le

conseil scientifique, le groupe international, les coordinateurs des groupes locaux en ont une distincte qui leur est spécialement réservée. Le travail s'y fait de manière horizontale et la régulation des problèmes courants peut donc y avoir lieu facilement.

D'autres groupes se sont constitués sur la base du volontariat et bénéficient eux aussi d'une liste dédiée : les traducteurs par exemple, 180 bénévoles éparpillés un peu partout, les volontaires qui s'occupent du journal *Le Grain de sable* (mensuel) et du courrier d'information (2 par semaine), les associations proches de nos préoccupations afin de coordonner nos actions (environ 300 sont représentées dans le monde à ...



● ● ● l'intérieur de cette liste), les personnes qui s'occupent de la mise au point d'actions ponctuelles de pression ou de soutien électronique vers les "décideurs" politiques et/ou économiques.

Ces listes permettent la gestion courante de l'association en même temps que la diffusion d'informations ciblées. Elles sont aussi le lieu d'un travail réel et concret dans la mise en forme de l'information qui est par la suite diffusable soit par le site soit par les autres listes, en particulier la liste de diffusion.

A la différence des autres, la liste de diffusion¹ a pour vocation unique de diffuser l'information sous la forme de deux courriers par semaine (ATTAC Info) et d'un mensuel qui est en même temps publié sur le site et imprimable facilement (*Le Grain de sable*). Elle est gérée par l'association directement par l'intermédiaire d'une personne responsable.

Dans un avenir proche d'autres ATTAC, en particulier au Brésil, vont mettre en place une liste semblable dès que la

structuration de leur travail le leur permettra.

L'internet, un outil contre la mondialisation

Comme nous l'avons vu, l'internet est avant tout un outil que ce soit sur la Toile ou dans les listes électroniques, un outil de diffusion mais aussi un outil de travail et de mise au point de l'information. La corrélation des listes et du site permet ainsi une meilleure intégration du travail de chacun à la culture commune de l'association. Une meilleure diffusion mais aussi une meilleure coordination sont les deux points essentiels de l'organisation électronique d'ATTAC. Cependant il ne faut pas oublier le degré d'ouverture que l'internet procure, que ce soit dans l'obtention d'informations ou dans leur diffusion : telle personne, membre d'une liste ATTAC, peut à son tour les diffuser autour d'elle sous forme électronique vers

d'autres listes, newsgroups etc., ou sous forme papier en l'imprimant. Ainsi les groupes locaux ont organisé des relais vers les non-connectés par le biais du parrainage autour des personnes possédant un accès Internet. De plus, la mise en place de groupes de réflexion à l'intérieur des groupes locaux permet une meilleure intégration aux discussions communes via les Forel puisque, prévenus à l'avance, ils peuvent mettre au point une intervention qui est alors diffusée sur cette liste par une personne connectée qui sert alors de passerelle entre les "deux mondes".

D'une manière générale l'accès à l'information est facilité et la coordination des différents groupes de travail favorisée. Sans doute est-ce là aussi - information disponible facilement, participation à la création de celle-ci -, que réside l'un des succès de l'association. De plus il ne faut pas négliger l'aspect symbolique que représentent Internet et sa domestication pour un travail associatif : dans le but de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde, des citoyens se sont déjà réapproprié un outil qui sert aussi à la mondialisation telle que nous la combattons.

Laurent Jesover*

¹ - L'association ATTAC en France étant la plus ancienne et la plus structurée aujourd'hui, il n'en existe pour le moment qu'une seule, francophone, gérée directement par nous.

* Responsable du site Internet et des listes électroniques de l'association ATTAC.

Internet : une chance pour l'Afrique ?

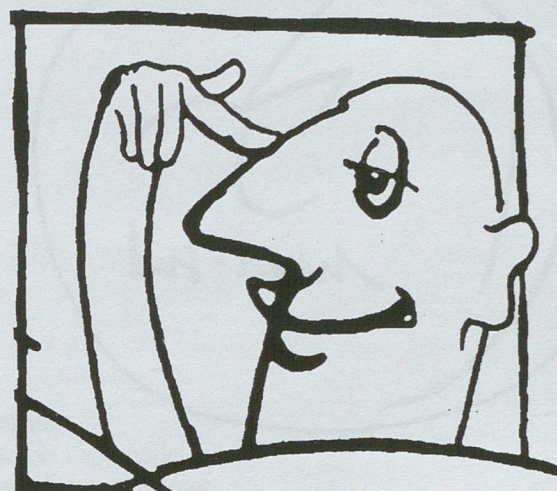
La fin de ce siècle est marquée par un développement spectaculaire des technologies de l'information et de la communication. La question des enjeux d'un tel développement se pose, ici et ailleurs. Un point de vue en faveur du développement d'Internet en Afrique.

L'utilisation de l'ordinateur et des télécommunications a révolutionné les techniques et méthodes de collecte, traitement, stockage et diffusion de l'information. Ce qui a permis la création et le développement à l'échelle mondiale d'un réseau de plusieurs millions d'ordinateurs interconnectés. Ce réseau, plus connu sous le nom d'Internet, est devenu le support d'une masse impressionnante de données, une gigantesque bibliothèque virtuelle couvrant tous les domaines de la connaissance humaine. Les informations disponibles sur Internet sont variées : catalogues en ligne de bibliothèques, centres de documentation et librairies, des livres électroniques, des revues électroniques, des films, des émissions de télévisions et de radios, entre autres.

Vu les énormes possibilités qu'il offre en matière de production et de diffusion des

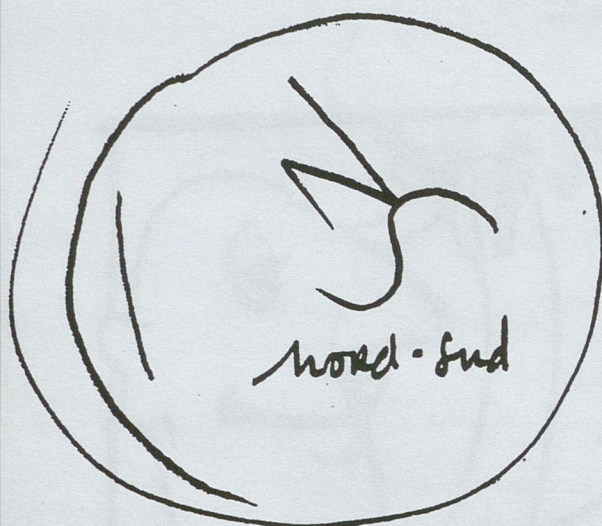
connaissances, il est courant d'entendre que le réseau Internet est une chance que l'Afrique doit saisir. Internet est un raccourci pour l'accès aux sources d'information, un tremplin pour le développement économique. Si Internet comporte autant d'avantages, en effet, quel intérêt suscite-t-il en Afrique ? Pour répondre à cette question il est utile de donner un aperçu de son évolution en Afrique sur une courte période.

En 1993, 4 pays africains avaient une connexion Internet. En 1995, 9 pays sur les 53 étaient connectés : Algérie, Afrique du Sud, Egypte, Ghana, Maroc, Mozambique, Tunisie, Zambie, Zimbabwe. En 1997, seuls 3 pays (Libye, Somalie, Tchad) n'avaient pas encore de connexion. Aujourd'hui, presque tous les pays africains sont raccordés au réseau. La progression rapide de cette



“connectivité” fait suite au Symposium international sur la télématique pour le développement tenu à Addis Abéba (Ethiopie) en avril 1995. Ont participé à cette rencontre plus de 250 informaticiens et spécialistes des télécommunications représentant 38 pays africains, 31 PTT ou ministères des télécommunications africains, et des responsables de la quasi-totalité des projets de développement internationaux axés sur l'informatique de réseau.

De nombreux projets initiés par divers organismes de coopération, des gouvernements africains, européens ou américains, des agences spécialisées des Nations Unies, ont permis également le développement de la “connectivité” de l'Afrique sur Internet. Plusieurs sites fournissent une multitude de références sur ces projets ● ● ●



... ainsi que sur les réseaux électroniques en Afrique et dans les pays en développement :
<http://www3.sn.apc.org/africa/projects.htm>
<http://www.oneworld.org/inasp/links/info.html>
<http://www3.sn.apc.org/africa/afmain.htm>

Actuellement la plupart des gouvernements africains ont au moins un site officiel sur Internet.

Les partis politiques, les syndicats, les mouvements associatifs, les artistes, les universités et autres structures de formation ou de recherche, les agences ou groupes de presse (journaux, radio, télévision), les entreprises ou sociétés, bref tous les secteurs, utilisent de plus en plus les services d'Internet.

Parmi ces services, le courrier électronique et le web (toile) sont les plus utilisés.

La messagerie électronique, moyen de communication efficace, simple d'utilisation,

offre de multiples avantages qui expliquent le grand intérêt que lui portent les internautes (utilisateurs d'Internet) : rapidité de transmission (envoi et réception), faibles coûts de communication, variété de données à transmettre (texte, son, image).

Elle est également un moyen de communication à très large diffusion vu qu'un même message peut être adressé à un seul destinataire ou à des milliers avec le même coût de transmission.

Le fort taux d'utilisation de la messagerie électronique s'explique aussi par l'attribution d'adresses électroniques gratuites basées sur le web.

L'avantage est que le propriétaire peut accéder à sa boîte électronique à partir de n'importe quel endroit du globe pourvu, bien sûr, que la connexion Internet soit possible.

Contraintes ou blocages

Le web (world wide web) ou toile, est le service le plus populaire d'Internet. Comme son nom l'indique le web - véritable toile d'araignée qui couvre le monde entier - est un immense réseau de pages interconnectées. Le web est de ce fait une gigantesque mine qui recèle une variété de données sous forme texte, son et image.

Accessible à partir de n'importe quel endroit du monde, il permet une visibilité au niveau mondial de toute personne ou institution. Cependant, même si Internet est devenu une réalité en

Afrique, il est utile de souligner que, dans la plupart des pays, l'accès à ce réseau se limite aux capitales ou à quelques grandes villes. De nombreux fournisseurs d'accès sont installés dans ces villes. La majorité de la population vivant dans d'autres endroits et dans les zones rurales est, de ce fait, exclue.

Il existe également des obstacles ou contraintes qu'il est important d'évoquer : les coûts des télécommunications sont élevés et influent inévitablement sur les coûts des services de connexion ou d'accès à Internet.

L'état obsolète de l'infrastructure des télécommunications, l'insuffisance des lignes téléphoniques, la faiblesse du parc informatique dans certains pays constituent aussi un handicap.

L'Union Internationale de Télécommunications indique que, en moyenne, il y a 312 fournisseurs d'accès Internet pour 10.000 habitants, alors que pour les pays en développement on compte 6 fournisseurs pour le même nombre. Concernant les lignes téléphoniques, dans les pays développés il y a 54 lignes pour 100 habitants, dans les pays en développement il en existe 2,5 pour le même nombre d'habitants.

Comme solutions à préconiser, l'infrastructure des télécommunications doit être renouvelée ou mise à niveau. Le réseau téléphonique doit être étendu

1 - Une liste de fournisseurs d'accès est disponible sur le site : <http://www3.sn.apc.org/africa/af-isps.htm>

à des zones jusqu'ici non desservies et le coût des communications ou des services Internet revu à la baisse. Ce qui rendra Internet accessible au grand nombre et non à une partie de la population résidant dans les capitales et les grandes villes.

Du bon usage d'Internet

Internet est une gigantesque bibliothèque virtuelle contenant une collection considérable d'informations de tous types et dans tous les domaines. Pour tirer le meilleur parti de cet outil fabuleux encore faut-il que l'internaute africain sache s'en servir.

De nombreux moyens existent pour rechercher l'information dans cette info jungle : moteurs de recherche, guides d'utilisation sous forme de livres ou sous formats électroniques, répertoires de sites Internet, entre autres.

Les avantages qu'Internet offre sont bien connus :

- accès rapide à l'information et à moindre coût en comparaison aux autres moyens tels que le fax, le courrier ordinaire,
- universalité et démocratisation de l'accès aux sources d'information,
- possibilités accrues de contacts entre personnes ou institutions se trouvant dans divers endroits même très éloignés,
- énormes possibilités de production et de diffusion de l'information de divers types et sur tous les domaines.

*Internet est
effectivement
une chance
pour l'Afrique
parce que c'est
la première
fois qu'elle a
accès en même
temps que les
autres régions
du monde aux
mêmes sources
d'information*

La connexion sur Internet ne doit pas être un phénomène de mode ou de nombrilisme. L'Afrique doit se servir d'Internet non pas en consommateur résigné, mais en producteur et fournisseur avisé et dynamique de contenus de qualité. Internet est effectivement une chance pour l'Afrique parce que c'est la première fois qu'elle a accès en même temps que les autres régions du monde aux mêmes sources d'information. Actuellement l'Afrique n'a pas besoin d'inventer des outils pour se raccorder à ce réseau

planétaire.

Elle doit s'approprier les techniques qui existent. Dans ce village planétaire, ou monde globalisé, marqué par l'avènement de l'ère du numérique où l'espace et le temps se confondent et deviennent invisibles, l'Afrique doit être présente sur Internet pour éviter d'être exclue ou marginalisée au prochain millénaire qui est déjà arrivé. Internet n'appartient à personne mais appartient à tout le monde. Et c'est un réseau qui est en mutation constante.

Nicholas Negroponte, dans son livre *L'homme numérique*, écrit : « Internet est intéressant, non seulement en sa qualité de réseau mondial massif et omniprésent, mais aussi parce que c'est l'exemple même d'une chose qui évolue sans concepteur responsable apparent, conservant sa forme comme un vol de canards sauvages. Personne n'est le patron, et jusqu'ici toutes les pièces évoluent admirablement. ».

Abou Moussa Ndongo*

** Responsable
du Centre de
documentation
et
d'information
du Codesria
(Institut de
recherche et
de formation),
Dakar,
Sénégal.*

Résister... toujours, à l'impérialisme quel qu'il soit : Linux,

Aujourd'hui la très grande majorité des ordinateurs de notre planète utilise un système d'exploitation (le logiciel qui régit le fonctionnement de base de l'ordinateur) qui est un produit commercial fabriqué et vendu par une seule grande société américaine privée : Microsoft™. Mais, réjouissons-nous, une alternative est possible : elle s'appelle Linux.

Il y a tout lieu, en effet, de se réjouir car le fait que nos ordinateurs fonctionnent avec un programme que personne en dehors de Microsoft ne peut étudier, inspecter ou contrôler, présente à l'évidence un danger pour la liberté et la sécurité de tous. Mais il est possible aujourd'hui d'échapper à l'emprise de ce nouveau type d'impérialisme. Dans ce monde en situation de quasi-monopole, un système pourrait bien "changer la vie".

Linux est un système d'exploitation, c'est-à-dire le logiciel indispensable pour faire fonctionner un ordinateur. Cet ordinateur

peut être un super calculateur ou un modeste micro-ordinateur familial. Les systèmes d'exploitation les plus connus sont MacOS™ d'Apple™, et bien sûr MS-Windows™ de Microsoft™. D'autres systèmes d'exploitation existent depuis longtemps mais sont restés cantonnés à des usages professionnels et universitaires comme VMS™ ou Unix™.

En 1991, un étudiant finlandais nommé Linus Torvalds, annonçait dans un forum de discussion sur le système Minix, qu'il allait tenter de programmer un système de type Unix™ pour son micro-ordinateur PC. Moins d'un an après, une toute première version de Linux voyait le jour. Ce n'était alors qu'une simple ébauche, rien à voir avec un système complet, mais le processus était lancé ! Dans le monde entier, librement, des développeurs ont alors rejoint Linus pour contribuer à la création d'un nouveau système. Ces amateurs éclairés répartis aux quatre coins du monde, communiquant entre eux par le biais d'Internet, en plus de créer un nouveau système, révolutionnent la méthode de création des logiciels. Cette façon totalement "distribuée" de travailler étant

complètement différente de l'approche très hiérarchisée utilisée habituellement.

Le logiciel est trop précieux pour être la propriété d'un seul

Linux est un logiciel libre, ou "Free Software", c'est-à-dire un logiciel que l'on peut librement diffuser ou utiliser à condition d'accepter les conditions de la licence qui le protège : la licence publique générale GNU. Cette licence garantit la liberté de distribuer des copies de logiciels libres (vous pouvez, si vous le désirez, facturer ce service, car libre n'est pas gratuit !). Une condition essentielle est qu'il est impossible à quiconque de vous dénier ces droits ou de vous demander d'y renoncer. Ce gain se paie d'une restriction, à savoir l'obligation de transmettre aux autres les droits que vous avez reçus ; de plus vous devez vous assurer qu'ils reçoivent aussi le code source des programmes que vous avez créés. Enfin, vous devez leur communiquer les termes de cette licence. Il est utile d'insister sur cet aspect, car ces principes expriment toute l'idée qui fonde la "Free Software Foundation" (FSF) et qui est au cœur de Linux : le droit

une alternative ?

pour tous à disposer d'un système informatique performant dont le fonctionnement peut être étudié et amélioré par tous. De plus ce système n'est pas la propriété d'une ou d'un groupe de sociétés. En plus d'être libre, Linux est souvent gratuit (il est parfaitement légal d'acheter une copie de Linux et de la distribuer gratuitement à tous ses amis, de l'installer autant de fois que l'on veut). Mais Linux ne se contente pas d'être libre, c'est avant tout un système performant. Linux permet d'utiliser des machines qui seraient mises au rebut, car elles sont incapables d'utiliser les nouveaux systèmes de Microsoft. Ces machines sont pourtant capables de rendre des services tout à fait comparables en termes de performance, et bien plus sûres et stables dans leur fonctionnement, ce qui pour un ordinateur utilisé dans un cadre professionnel est essentiel, voire vital. Linux est donc un vrai système complet, disposant d'interfaces graphiques (des fenêtres, des boutons, etc.). Toutefois, Linux n'est pas encore un système très grand public. Pour l'instant, il est promis à un brillant avenir chez les amateurs avertis et les professionnels qui ont besoin de fiabilité au moindre

coût. Il devrait aussi faire une belle carrière dans l'enseignement. Son indépendance, sa durée de vie et sa quasi-gratuité en font un candidat parfait pour l'équipement de nos écoles et de nos universités.

Georges-Henri Portefait*

** Directeur technique, société Sim-team (réalités virtuelles).*

Démocratiser la société de l'information : les ECM du ministère de la Culture

Les Espaces Culture Multimédia (ECM) ont été constitués pour développer la dimension culturelle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à la fois comme outils d'accès à la culture et au savoir et comme outils d'expression et de création. Ils mènent également un travail d'animation destiné à susciter une réflexion sur les pratiques et les enjeux du multimédia.

S'inscrivant dans le cadre du "Programme d'action gouvernemental pour préparer l'entrée de la France dans la société de l'information", les ECM sont implantés dans des structures culturelles ou socio-culturelles permanentes. Ils mettent en place des programmes de sensibilisation et de formation au multimédia à partir de contenus culturels, éducatifs et artistiques.

Lancés en 1998 par le ministère de la Culture (DDAT) qui a soutenu cette année-là 90 sites, ils se sont développés plus modestement en 1999 avec 30 nouveaux sites. Le soutien du ministère porte sur le fonctionnement, avec un financement national la première année, relayé les 3 années suivantes par la DRAC (qui co-instruit le dossier). Pour Jean-Christophe Théobald, chargé de ce dossier à la Délégation au Développement et à l'Action Territoriale (DDAT), et submergé de demandes, le label "ECM" pourrait évoluer vers une forme plus souple susceptible d'accueillir et de fédérer le maximum de structures intéressées. Il insiste, en effet, sur l'aspect dynamique de ce dispositif : appartenance à un réseau, analyse des usages, tarifs préférentiels pour des CDroms, etc.

Dans le même temps, il précise que, orientés au départ vers un objectif d'accès et de démocratisation de la société de l'information, les choix du ministère devraient désormais se tourner vers des projets qui insistent plus sur les aspects artistiques et de création (rappelons que pour le moment, l'aide à la création via le multimédia se fait au niveau des directions sectorielles du ministère). Côté bilan et perspectives, J.-C. Théobald précise qu'il est encore trop tôt pour faire une évaluation de ce programme. Petite précision, quand même : la sélection des prochains dossiers devra favoriser le rééquilibrage géographique (en priorité : Auvergne, Lorraine, Pays de Loire et Centre), la diversification des structures (beaucoup d'établissements culturels dans les ECM existants, en particulier des bibliothèques) et mettre un frein sur les projets autour du livre et de la lecture.

L'éduc pop a un problème avec Internet

**Internet a besoin de nous.
Il ne le sait pas encore,
nous non plus...**

Le mur de Berlin est tombé, le capitalisme est devenu le mode de gestion hégémonique du monde, sa direction (les "gnomes" de Davos) a pris la décision de mondialiser les échanges...

Simultanément, les progrès de la technique, en se combinant, ont permis la mise en réseau "en temps réel" de l'humanité (je ne dis pas : de tous les hommes, la nuance est de taille). Si j'osais, je dirais que l'on peut se représenter cette mise en réseau comme la naissance d'une nouvelle entité, une espèce de système nerveux mondial qui, bien sûr, ne pourra être que d'une efficacité supérieure aux parties (les hommes) qui le composent.

Pour certains - Mc Luhan l'annonçait dans *La Galaxie Gutenberg* - l'imprimerie a introduit une différence de nature dans l'humanité qui a mis cinq siècles à la digérer, les médias électroniques (Internet bien sûr) produisent une révolution (peut-être plus puissante encore) d'une nature à la fois comparable et opposée.

D'ores et déjà, les flux

financiers mondiaux passent majoritairement - ils sont un peu en avance sur le reste -, par les réseaux numériques. Demain (dans 10 ans) l'éducation (toute, initiale et permanente) passera, toujours majoritairement, par les réseaux : le pédagogue sera un médiateur entre le réseau et l'élève (Michel Serres). La démocratie fera de même : si les échéances et les institutions sont respectées, je fais le pari que le Président de la République Française de 2009 sera élu par des canaux majoritairement ou totalement numériques. Les contenus eux-mêmes passeront essentiellement par ces canaux plutôt que par l'écrit traditionnel. D'ores et déjà, on trouve probablement plus (et mieux ?) d'informations (que ce soit au sens des données ou des nouvelles) et d'analyses sur Internet que par les canaux "classiques".

Un outil de réseau au service de nos idéaux

Pourtant, il suffit de passer quelques soirées à rechercher sur le réseau les mots avec lesquels notre histoire et nos idéaux sont dits et écrits pour le constater : l'éduc pop a un problème avec Internet. Alors que nous pratiquons le fonctionnement en réseau comme d'autres respirent,

alors que les structures de nos organisations sont tout sauf pyramidales, alors qu'Internet pourrait sembler avoir été inventé pour nous bien plus que pour les entreprises (car il n'est pas adapté à leurs systèmes de fonctionnement hiérarchisés), c'est nous qui calons.

D'abord parce que nous nous laissons abuser par la communication des groupes multinationaux spécialistes (ou plutôt, devrais-je dire, généralistes) de la communication (qui, pour l'anecdote, sont structurés eux-mêmes par des/en réseaux informatiques très "performants").

Pour rentabiliser les énormes investissements en gros tuyaux transatlantiques ou satellisés, ceux-ci doivent vendre d'une manière ou d'une autre, mais le plus rapidement possible, des services sur le réseau. La mise en avant des aspects les plus mass-médiatiques (Web) en découle, alors que les aspects de communication inter-personnelle (e-mail, groupes de discussion) passent au second plan dans la communication du produit Internet.

Cependant, et nous ne pouvons l'ignorer, tous ces aspects de communication inter-personnelle et de groupes petits ou moyens

“Les vraies
révolutions
sont
technologiques”
Karl Marx

existent vraiment à une grande échelle sur Internet (même s'ils sont donc moins médiatisés). Et leurs conséquences sociales, culturelles, politiques sont d'une bien plus grande importance à terme que la gestion décentralisée des flux financiers (qui “flueraient” de toute manière) ou la réclame assistée par Internet (RAI).

Cet événement technique et culturel majeur, à mon sens, prend donc son essor dans un contexte massivement capitaliste et inégalitaire, et c'est là, bien sûr, que nous devons être parfaitement rigoureux et ne pas nous tromper dans nos analyses et nos prises de décisions : les conséquences seraient désastreuses pour nos idées et, si celles-ci sont pertinentes, pour l'humanité en général.

Nous, l'éduc pop, avons des comptes à rendre à nos enfants (au sens d'héritiers philosophiques) et à nos idéaux.

Si la mémoire de tous nos combats gagnés et perdus, si toute cette expérience acquise si chèrement et dont nous sommes si légitimement fiers, ne nous incitent pas à accéder à ce nouveau média, nos héritiers pourront difficilement situer leurs combats contre les nouveaux Maîtres des Forges (Bill Gates, Jean-Luc

Lagardère et Rupert Murdoch) et pour une amélioration de la condition humaine dans une perspective historique et éthique féconde. Bien sûr, je fais confiance aux futurs hommes de l'internet pour inventer leurs propres manières de résister et de penser leur résistance, mais quand même, quelle perte de temps et d'hommes ! Bien sûr, l'avènement des réseaux crée toute une palette de problèmes sociaux, politiques, philosophiques, mais l'humanité n'a jamais réglé un problème en se réfugiant dans le passé ou en refusant de voir la réalité en face. Pas plus, d'ailleurs, qu'en confiant la résolution du problème aux “gnomes” de Davos ou d'ailleurs.

Ne confondons pas le contexte historique et l'outil, le microprocesseur n'est pas de droite ou américain, même si les entreprises qui le fabriquent, elles, le sont¹. L'éduc pop est face à un choix incontournable : ou bien Internet ne possède pas cette dimension fondamentale de mutation de l'humanité et n'est qu'un gadget technologique, et dans ce cas tout est bien, ou alors Internet possède cette dimension particulière, et ne pas s'y investir franchement, intelligemment et stratégiquement, est un suicide culturel et social.

Claude Dutheil*

1 - Voir, pp. 12 et 13, une alternative à cette domination commerciale.

* Responsable informatique, Ifad Institut, Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

Communiquer, c'est moins grave que si c'était pire

Les NT (nouvelles technologies), un outil qui favorise la communication, certes. Mais communiquer, c'est quoi, quand ce n'est pas de la "pub" ou de la propagande, quand cette activité est analysée sur un plan humain et non marchand ?

Il y a quelque chose d'étrange dans la dévalorisation des mots et du langage. Je pense au mot communication.

La communication interpersonnelle est l'activité et la relation qui nourrissent la vie, font grandir les petits enfants et nous mettent à part dans le monde animal grâce au langage.

La vie existe dès lors que les micro-communications des composants électro-chimiques se jouent entre les cellules.

Choisir de bien communiquer est un acte délibéré qui demande un effort, mais surtout c'est choisir mentalement la disponibilité. C'est-à-dire se donner du temps pour l'autre, prendre de son temps que l'on met à la disposition de l'autre.

Les recherches et expérimentations en laboratoire démontrent que la

communication interpersonnelle a besoin de TEMPS (notamment à cause de la polysémie des mots). Se comprendre doit pouvoir s'inscrire dans la durée. Les gens pressés ignorent la disponibilité. Car bien communiquer doit produire du SENS avec ce que j'entends : c'est se comprendre ! Je pense à tous ces employés, surtout aux cadres, qui disent ne "pas avoir de temps" dans leur vie professionnelle, dans quel état pitoyable doit être la qualité de leur communication avec autrui !

Justement, l'autre, cet étranger, parlons-en. Communiquer c'est accepter le risque de la surprise et l'aventure de découvrir l'étrangeté de l'autre ; c'est la mise en présence de deux étrangetés, c'est accepter fondamentalement l'unicité des êtres, car jamais vous ne saurez l'effet que ça fait d'être moi.

La communication qui s'établit révèle ma singularité et me renvoie à ma solitude. Attention, pas d'angélisme non plus !

Entre les humains, la communication ouvre à la découverte des affects insupportables chez moi et chez autrui débouchant ainsi sur le conflit.

Notre animalité est là, précisément là, exactement là : comment savons-nous mettre en coïncidence les émotions douloureuses de la découverte "d'un autre qui ne sera jamais moi" (sous-entendu, aussi bien que moi).

L'harmonie universelle ne viendra pas que par l'amélioration de nos modes de communication, ce serait une monstrueuse aberration que de nous le faire croire ; cependant, l'absence de communication crée immanquablement le désarroi.

Voilà, alors maintenant, si vous voulez faire dans le langage techno-pompeux-libéral, vous pouvez toujours vous abonner à INTERNET, vous faire embaucher dans une agence de communication... ou vous acheter un Tam Tam africain.

* Adhérent individuel de Peuple et Culture, administrateur-projet de la commission "Temps libre".

Etienne Canale*

Investir la planète Internet : l'exemple de la Ligue de l'Enseignement

depuis quelques
temps
maintenant la
Ligue de
l'Enseignement a
investi la planète

Internet. Cette démarche est
motivée par trois volontés
principales qui tiennent à la
communication interne et
externe, et à la mise en
réseau.

La première, à vocation
interne, cherche à optimiser la
circulation de l'information
entre les différentes
composantes du réseau
Ligue, principalement le
centre confédéral, les
fédérations départementales,
les différents outils
techniques et centres de
ressources thématiques à leur
service (par exemple
affiliations, assurances,
formation professionnelle,
centrale de réservation
vacances...).

Ce dispositif fonctionne sur le
principe d'Intranet, réseau
privé d'échange d'information,
associant un serveur web et
des listes de diffusion. Il
permettra à terme une bien
meilleure circulation de
l'information, une plus grande
transversalité des échanges et
des économies non
négligeables par rapport aux
techniques dites
"traditionnelles" de diffusion
de l'information sur support

papier et par voie postale.

La seconde volonté - création
d'un site Internet accessible à
tous (www.laligue.org) -, a
pour vocation d'informer très
largement sur la Ligue, son
histoire, ses idées, son réseau
et les différentes activités
conduites.

Depuis quelques mois, ce site
s'est également orienté vers
une mise en valeur accrue de
l'actualité de l'ensemble du
réseau, ainsi qu'une fonction
"portail" vers les sites Internet
des fédérations
départementales et
associations affiliées. Cette
partie du site bénéficie de
mises à jour quotidiennes.

La fréquentation du site
dépasse aujourd'hui nos
espérances initiales, avec une
moyenne de plus de 5.000
requêtes par jour. Ces
consultations émanent pour
plus de 80 % d'entre elles de
France, et pour les 20 %
restants de plus de 70 pays.
Ceci offre à la Ligue de réelles
perspectives, nouvelles et

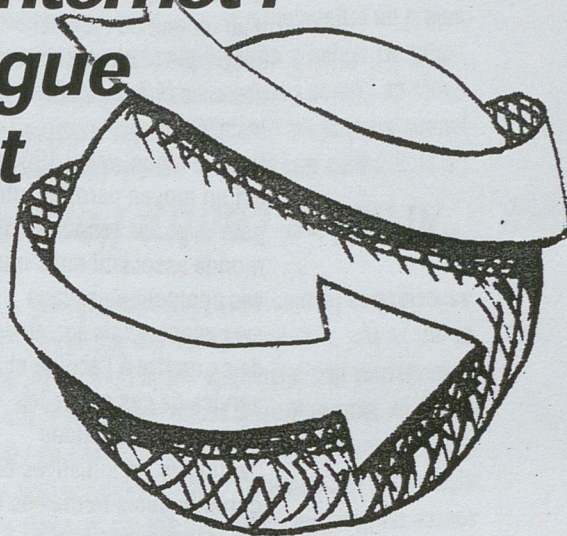
passionnantes, de diffusion de
ses idées et d'échanges avec
tous ceux qui, ailleurs sur la
planète, s'impliquent
également sur les questions
de citoyenneté, de laïcité, de
démocratie, d'éducation...

La troisième volonté, la plus
récente, est la création d'un
moteur de recherche 100%
associatif à l'adresse
suivante : www.1901.net. Ce
moteur ne référence que des
sites associatifs, sur la base
d'une démarche volontaire
des associations. Il permet
des recherches par thèmes,
et/ou par mots-clés, en texte
intégral dans les pages web
des différents sites.

Chaque semaine, une
sélection met en avant
quelques sites
particulièrement intéressants,
innovants, utiles à la vie
associative.

Deux précisions importantes :
ce moteur de recherche est
exempt de publicité et il peut
être utilisé sur les sites
associatifs pour

...

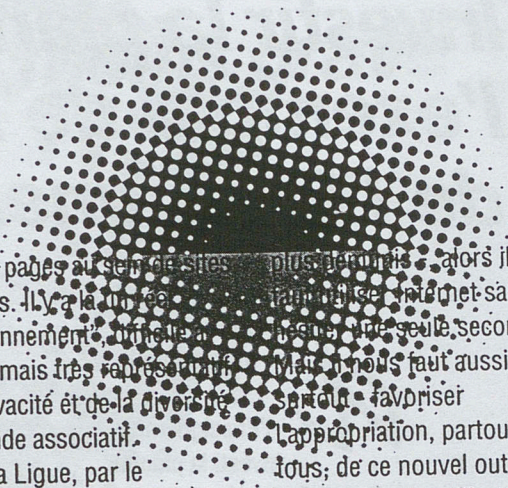


● ● ● remplir les fonctions d'un moteur de recherche spécifique (déjà plus du quart des sites référencés l'ont installé).

Pour la Ligue, www.1901.net est un moyen parmi d'autres pour aller à la rencontre du monde associatif dans toutes ses composantes, sans exclusions, mais également de se mettre à l'écoute et au service de ces nouvelles formes de fédérations "virtuelles", d'initiatives et de communautés humaines qui émergent sur Internet. Afin de compléter le panorama, il convient de préciser que la Ligue a fait le choix de se doter de la base technique nécessaire à la mise en œuvre de ce dispositif. Elle dispose donc de ses propres serveurs, d'un accès Internet permanent, et constitue progressivement une équipe opérationnelle sur l'ensemble des domaines concernés.

Aujourd'hui le bilan de cet investissement de la Ligue dans ce qu'il est convenu de considérer comme un nouveau média apparaît comme très satisfaisant et riche de promesses. En une année, près de la moitié des fédérations départementales de la Ligue ont intégré Internet dans leurs dispositifs de communication et d'échange d'informations. Une vingtaine d'entre elles disposent d'ores et déjà de leur propre site web.

Au sein du réseau associatif, le bilan est plus délicat à dresser. Mais un nombre significatif d'associations développent leurs propres sites ou leurs



propres pages au sein de sites existants. Il y a là un réel "bouillonnement", difficile à cerner, mais très représentatif de la vivacité et de la diversité du monde associatif. Enfin, la Ligue, par le développement d'une politique de partenariat, d'échanges de services et de liens hypertextes avec de nombreuses organisations "amies" s'emploie, à son échelle et dans son domaine de compétence, à améliorer la visibilité et la présence du monde associatif français sur le net.

Pour autant, il s'agit de demeurer lucide : ce n'est pas Internet qui va apporter toutes les réponses aux ambitions du monde associatif, et encore moins panser les plaies de la société en général. Internet n'est - et ne doit demeurer - qu'un outil technique parmi d'autres, au sein de la très large palette de moyens pratiques et de savoir-faire que le monde associatif a su développer au fil du temps.

Si l'usage d'Internet est aujourd'hui de nature à permettre aux responsables et professionnels associatifs, aux militants et aux adhérents des associations d'aller toujours plus loin dans la concrétisation de leur engagement pour une société plus solidaire, plus à l'écoute de chacun - et notamment des

plus démunis - alors il nous faut utiliser Internet sans perdre une seule seconde. Mais il nous faut aussi - et surtout - favoriser l'appropriation, partout et par tous; de ce nouvel outil de communication. C'est le sens de l'engagement du réseau Ligue dans des cyber-bus, des classes multimédias, des ateliers d'initiation... qui constituent le prolongement logique et indispensable de la création et de l'animation de sites web.

Usagers de la technologie Internet, tout comme nous le sommes du téléphone et du fax, nous devons conserver présente à l'esprit la certitude que jamais rien ne remplacera l'engagement individuel et collectif concret, au plus près du terrain et des publics qui sont les nôtres. Faut-il voir dans les technologies Internet, comme certains le clament très fort en ce moment, une "nouvelle frontière" pour l'éducation populaire ? Il est certainement trop tôt pour l'affirmer. La piste vaut la peine d'être explorée, sans enthousiasme excessif, en sachant que, là comme ailleurs, il ne saurait être question d'accepter que les moyens prennent le pas sur les finalités.

Denis Lebioda ■